

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



AFGHANISTAN: IMPOSSIBLE NATION?

***Mémoire de géopolitique
du capitaine de frégate Denis MENAGE
dans le cadre du séminaire « Nations et nationalismes »***

Directeur : Monsieur Pierre SERVENT

Mars 2002

Afghanistan : impossible nation ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : UN PAYS ECARTELE ET COMPLEXE

Les caractéristiques géographiques

Les données historiques

Une mosaïque ethnique

Les langues

Les religions

Le poids des modes de fonctionnement traditionnels et religieux

DEUXIÈME PARTIE: PEUT-ON PARLER D'UNE NATION AFGHANE?

Quelle définition de la nation ?

Le passé

L'avenir

INTRODUCTION

« Afghanistan : impossible nation ? »

Cette question vient aujourd'hui à l'esprit de chacun alors que le régime taliban s'est effondré mais que sa succession semble difficile à assurer. La connaissance de ce pays se limite pour beaucoup à l'image qu'il a laissée au cours des vingt dernières années. Après le retrait soviétique, le pays a plongé dans une lutte fratricide notamment de 1992 à 1994. Il paraît dorénavant désuni et ingouvernable. Depuis longtemps, l'Afghanistan conserve la réputation d'un pays d'obscurantisme, d'anachronisme et de féodalisme, vivant dans le retrait du monde contemporain. Cette représentation de l'Afghanistan a été renforcée par le règne taliban qui a succédé aux années de guerre civile. Qu'en est-il exactement ?

Il apparaît d'abord nécessaire de s'imprégner de la complexité du pays au travers de ses caractéristiques géographiques, ethniques, linguistiques et religieuses. Le poids des modes de fonctionnement traditionnels et religieux joue en Afghanistan un rôle très important difficile à cerner par nos esprits d'Occidentaux.

L'étude de l'histoire permet de mettre en exergue de longues périodes de stabilité qui ont permis à l'Afghanistan de se lancer dans un programme progressif de modernisation de ses structures. En l'espace d'un siècle, de 1880 à 1970, l'unité afghane a renforcé son assise. Si la force a servi à imposer l'unité au XIXe siècle, la légitimité du gouvernement a lentement évolué pour permettre d'arriver à un régime constitutionnel dans les années 1960.

L'analyse du passé permet donc de donner quelques lueurs d'espoir quant à l'avenir afghan. Le dépassement des rivalités ethniques actuelles n'est certes pas acquis. Les difficultés économiques qui attendent les nouveaux dirigeants afghans sont énormes. Malgré tout, le sentiment national n'est pas mort, loin s'en faut. Les Afghans sont fiers de leur nationalité.

Le retour à l'unité est possible quoique difficile. Il passe par une solution politique qui ne pourra pas être imposée de l'extérieur. L'Afghanistan doit se reconstruire autour d'un Etat qui trouve sa légitimité auprès de tous les Afghans en respectant les modes de fonctionnement tribaux traditionnels et les codes religieux. C'est seulement par la suite que pourra être entrepris le travail de modernisation des structures que nous voulons trop souvent imposer de facto.

Note sur la transcription :

Selon la bibliographie, la transcription des termes persans et arabes ne répond pas aux mêmes règles. Pour faciliter la lecture et la prononciation, le système adopté utilise les conventions suivantes:

â indique un a long et ouvert

ch se prononce tch

kh et gh se prononcent comme la rota espagnole

u se prononce ou

e se prononce é.

PREMIÈRE PARTIE : UN PAYS ECARTELE ET COMPLEXE

De nombreux facteurs généraux peuvent être soit favorables, soit défavorables à l'unité d'une nation. Avant de s'engager dans une étude poussée du passé afghan puis dans la prospective, il convient de s'intéresser notamment à quelques données géographiques, historiques, religieuses, ethniques et linguistiques. Elles permettent de dégager une première opinion sur la capacité du pays à vivre en union.

Il en ressort qu'aucun de ces éléments n'est véritablement propice à la constitution d'une véritable nation. Espace cloisonné, isolé de la mer, l'Afghanistan a été traditionnellement un verrou stratégique convoité par ses puissants voisins (Persans, Indiens et Russes). A la fois forteresse montagnaise ceinturée de déserts et lieu de passage sillonné de vallées, ce pays rude relie les steppes d'Asie centrale à la vallée de l'Indus. Il a été longtemps la proie de rivalités régionales, d'autant plus fortes qu'il n'était guère unifié lui-même : pour citer l'ethnologue suisse Pierre Centlivres, « l'Afghanistan est un Etat faible avec une forte culture ».

11 LES CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES

Le relief explique la difficulté de construction de ce pays qui a dû se faire autour d'une montagne. Au cours des siècles, le centre afghan s'assura du contrôle des oasis des plateaux mais il lui fut toujours difficile de réaliser celui des hauteurs¹.

Un pays enclavé

L'Afghanistan, la terre des Afghans, s'étend aujourd'hui sur 650 000 km² soit une superficie comparable à celle de la France, du Benelux et de la Suisse réunis. Il est enclavé entre l'Iran, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Pakistan et une partie de la Chine. Il ne dispose d'aucun accès à la mer et le port le plus proche est celui de Karachi à près de 1300 km. Comparée aux pays limitrophes, la superficie de l'Afghanistan représente 85% de celle du Pakistan et 20% de celle de l'Inde. Huit cents kilomètres doivent être parcourus pour traverser le pays dans sa partie la plus large, de la frontière iranienne à celle du Pakistan.

¹ X. de PLANHOL, Les Nations du Prophète. Manuel géographique de politique musulmane, Paris, Fayard, 1993, p.593.

Un relief escarpé

Situé dans le prolongement de l'Himalaya, l'Afghanistan est un pays de hautes et moyennes montagnes. L'altitude joue un rôle prépondérant sur la rudesse des conditions naturelles: 40% du territoire se situe à plus de 1800 mètres et l'altitude moyenne s'élève à 1200 mètres. Le centre et l'est du pays sont constitués d'une haute chaîne de montagnes, l'Hindu Kuch², qui appartient au complexe himalayen et est orientée sur un axe moyen sud-ouest / nord-est. Les plus hauts sommets toujours enneigés atteignent plus de 7000 mètres d'altitude. Ce massif est le lieu de convergence entre les chaînes turques et iraniennes (Elbruz) et l'extrémité occidentale himalayenne du Pamir. L'Hindu Kuch est prolongé à l'ouest par la chaîne du Koh-I-Baba³ qui constitue le château d'eau du pays : la plupart des fleuves y prennent leur source, notamment l'Helmand (principale rivière d'Afghanistan qui, avec ses affluents, reçoit l'eau de 40% du territoire), la Kabul (rivière qui se jette dans l'Indus au Pakistan après avoir arrosé la capitale afghane) et l'Hari Rôd.

Au nord de cette chaîne, on trouve le bassin du fleuve Amou Daria, qui lui-même matérialise la frontière avec le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Cette frontière nord de l'Afghanistan se poursuit vers l'ouest avec le Turkménistan. A son extrémité ouest, l'Hindu Kuch s'étale vers le plateau iranien. A ces zones montagneuses, s'oppose le désert au nord-ouest, à l'ouest et au sud-ouest avec notamment le désert du Registan⁴ qui constitue une zone tampon entre le plateau iranien et le subcontinent indien. Cette succession de déserts et d'oasis couvre 30% du territoire. Au sud-est et à l'est, vers la frontière pakistanaise, les piedmonts de l'Hindu Kuch tombent sur des bassins fertiles et peuplés, en particulier la plaine du Shomali, sur laquelle débouche la célèbre vallée du Panshir, et le bassin de la rivière Kabul, respectivement au nord et à l'est de la capitale.

Des communications difficiles

Ce milieu géographique constitue un obstacle important défavorable aux communications internes. Les voies de communications se réduisent à deux axes routiers principaux. Le premier forme un cercle autour du pays et relie Kabul à Qandahâr puis Herat en passant par le sud, avant de revenir vers Kabul via Mazar-I-Sharif et le tunnel de Salang par le nord. La seconde route traverse l'Afghanistan d'ouest en est menant de Herat à Islamabad au Pakistan en passant

² Signifie littéralement "Tueurs d'Indiens", nom donné par les Iraniens.

³ Signifie "Montagnes du Vieillard".

⁴ Ce désert a constitué un véritable sanctuaire pour la résistance afghane puisque l'armée soviétique ne l'a jamais contrôlé.

par Kabul. L'entretien de ces infrastructures, dont un tiers seulement est asphalté, est un problème permanent principalement en raison des abondantes inondations printanières. Le pays ne dispose par ailleurs d'aucune voie ferrée et ses cours d'eau trop étroits et rapides ne sont pas navigables. Par conséquent, les chameaux et autres bêtes de somme sont toujours fréquemment utilisés pour le transport des marchandises. Les distances se comptent ainsi en heures : si Kabul n'est située qu'à 175 km de Djalalabad, plus de six heures sont nécessaires pour l'atteindre faute de moyen de locomotion moderne et de routes praticables.

12 LES DONNEES HISTORIQUES

L'Afghanistan contemporain ne s'est pas constitué de manière autonome autour d'une autorité pré étatique établie. Il a été forgé à partir de frontières tracées pour l'essentiel par la volonté de puissances extérieures, qu'il s'agisse d'anciennes puissances coloniales ou de pays voisins.

Un carrefour de civilisations

Constituant une sorte de plaque tournante en Asie, le territoire afghan a suscité nombre de convoitises au fil des siècles. Situé sur l'itinéraire de la route de la Soie, l'Afghanistan fut au cœur des grandes invasions et des grandes migrations de l'Antiquité. Cette zone est un véritable « melting-pot » avant l'heure. S'y sont croisés les slaves, les Indiens, les Persans, les Turcs, les Arabes... Au XVI^e siècle, trois grands empires dominaient la région : l'empire persan, l'empire moghol et la dynastie ouzbek. En 1747, l'Afghanistan est né de la décomposition de ces derniers. Les confédérations tribales pashtounes Ghilzay puis Durrâni, en forte croissance démographique, ont su en profiter pour s'imposer aux populations voisines. En 1775, la capitale fut transférée de Qandahâr à Kabul par le roi Timur qui chercha à se distancier des tribus Durrâni mais resta cependant prisonnier d'une logique tribale et gouverna un empire aux limites encore fluctuantes.

Un Etat-tampon aux frontières artificielles

Dès la fin du XVIII^e siècle, le pays voit son rôle limité à celui de zone tampon entre empires rivaux à la suite du morcellement de l'empire Durrâni. C'est ainsi le début du « Grand Jeu » qui opposera les empires russe et britannique tout au long du XIX^e siècle. La Russie tente en effet une poussée vers l'ouest de l'Asie en direction des mers chaudes alors que la Grande-Bretagne est soucieuse de protéger le vaste empire britannique des Indes de l'influence russe. Les Russes firent des incursions par-delà le fleuve Oxus (l'Amou Daria qui sépare l'actuel Ouzbékistan de

l'Afghanistan) dans le Turkestan afghan, et ne furent arrêtés que par la chaîne montagneuse de l'Hindu Kuch ; de leur côté, les Britanniques connurent de fréquentes incursions de montagnards pashtounes qui voulaient les repousser loin du « Pashtounistan », région qui couvre le sud de l'actuel Afghanistan et le nord-ouest de l'empire des Indes, en partie occupé par les troupes anglaises. Les Afghans infligèrent de sérieuses pertes tant aux Russes qu'aux Anglais. Aussi, pour mettre fin à ces rivalités sur le terrain, la Russie et la Grande-Bretagne décidèrent de neutraliser ce carrefour qu'était l'Afghanistan. Une fois reconnue l'impossibilité d'un contrôle direct sur ce territoire, l'empire britannique et la Russie ont été globalement favorables à la constitution d'un Etat afghan. Les frontières sont ainsi nées des affrontements et des négociations entre Britanniques, Russes et Afghans. Elles répondent par conséquent à la seule logique stratégique. En 1887, était signé l'accord russo-afghan sur la frontière nord. En 1891, les Britanniques créèrent le corridor de Wâkhân qui sépare les Indes de la Russie. Ce territoire en forme de bec de canard relie l'Afghanistan au Sin-Kian chinois, peuplé d'Ouïghours musulmans. Deux ans plus tard, un haut fonctionnaire britannique, sir Mortimer Durand, traça la « Durand line » qui marquait la frontière entre l'Afghanistan et l'empire des Indes. Celle-ci, pensée en fonction de considérations purement militaires, divisa les tribus pashtounes et sera à l'origine d'un contentieux durable entre l'Afghanistan et le Pakistan⁵. Enfin, entre 1904 et 1906, les Britanniques fixèrent la frontière afghano-persane.

Ainsi doté de frontières, notamment le fleuve Amou Daria au nord et la ligne Durand au sud-est, l'Afghanistan a pu vivre durant une partie du XXe siècle à l'écart des influences extérieures, dans une sorte de « no man's land géostratégique » pour citer l'amiral Yves Lacoste. Mais ce territoire ainsi délimité n'en constitue pas pour autant un pays unifié fief d'un peuple uni.

13 LES LANGUES

On compte autant, sinon davantage, de langues que d'ethnies en Afghanistan. La plupart des langues appartiennent au groupe indo-iranien et sont réparties sur les deux tiers de la superficie du pays, mais surtout dans la partie sud : pashtou, dari, hazâra, aimak, nuristani, baloutchi, etc...). Quelques autres langues, telles le turkmène, le kirghiz, le kazakh, l'ouïgour et le karakalpak, font partie de la famille altaïque et sont concentrées davantage au nord. Seules

⁵ L'Afghanistan fut le seul Etat du monde à s'opposer à l'admission du Pakistan à l'ONU lors de son indépendance en 1947. Il faudra attendre 1976 pour que l'Afghanistan reconnaisse la ligne Durand comme frontière

deux langues n'appartiennent à aucune de ces deux familles : le brahui de la famille dravidienne et l'arabe de la famille chamito-sémique.

Le pashtou et le dari sont, en principe, les deux langues officielles de l'Afghanistan. C'est la constitution de 1931 qui avait statué en ce sens. D'une part, le pashtou était la langue de l'ethnie majoritaire, d'autre part le dari, même s'il était parlé par beaucoup moins de locuteurs, pouvait jouer un rôle unificateur entre les différentes ethnies marquées par les traditions persanes. Cette disposition constitutionnelle laissait de côté les autres langues. Cependant, il n'a jamais été question pour les dirigeants afghans d'interdire l'usage des langues non officielles.

Au sein du pays, tous les groupes ethniques constituent sans exception des minorités linguistiques du point de vue strictement numérique. Dans les faits, ceux qui parlent le pashtou ou le dari font partie des groupes traditionnellement dominants. Quelques précisions s'imposent sur les deux langues théoriquement officielles du pays :

La langue pashtou

Langue parlée par les Pashtounes, elle se divise en deux grandes variétés : le pashtou du nord et le pashtou du sud.

Le pashtou du nord est appelé pakhtu et représente 13% des locuteurs du pashtou dont les Ghilzai et les Durrâni. Le pashtou du sud est parlé par les autres Pashtounes afghans soit environ 87% principalement dans les provinces du sud (Helmand, Qandahâr, Zabol, Ghazni, Paktia, etc.). Tous les Pashtounes se comprennent entre le nord et le sud car les mots sont communs dans une proportion de 80%, même si des différences notables de prononciation existent.

Ces langues s'écrivent avec les caractères de l'écriture arabe, mais de nombreux signes supplémentaires ont dû être ajoutés pour tenir compte des phonèmes particuliers au pashtou.

La langue dari

Egalement appelée farsi, cette langue est la langue maternelle de près d'un quart de la population, mais elle est probablement parlée par deux fois plus de personnes. Langue du commerce, de la littérature et de la poésie, elle joue un rôle unificateur entre les différentes ethnies de tradition persane. Jusqu'à l'arrivée des Talibans, c'était officiellement la langue de l'administration dans tout le nord du pays.

internationale, ce qui signifie l'abandon de ses revendications irrédentistes et met fin à un vieux contentieux avec le Pakistan.

On distingue trois variétés de farsi : celui parlé en Iran (appelé farsi ou persan), celui parlé en Afghanistan (appelé dari) et celui parlé au Tadjikistan en Asie centrale (appelé tadjik). Ces trois langues sont considérées comme différentes bien que sur le plan strictement linguistique, le dari et le farsi constituent des variantes régionales très proches mutuellement intelligibles. Les Afghans tiennent à employer le mot dari pour désigner leur langue, c'est-à-dire le « persan de la cour », qui représente sa forme littéraire traditionnelle. Les Hazâras parlent la variante farsi de la langue, plus proche du persan d'Iran.

Dari et farsi s'écrivent avec un alphabet arabo-persan, alors que le tadjik utilise l'alphabet cyrillique.

14 UNE MOSAÏQUE ETHNIQUE

Estimée en 1999 à 25,8 millions d'habitants⁶, la population afghane est constituée d'une mosaïque de communautés ethniques, linguistiques et régionales. Un millénaire de conquêtes et de mouvements migratoires a laissé les empreintes des nombreux peuples qui ont parcouru l'Asie.

Avant de s'intéresser à la structure du peuple afghan, il convient de préciser la définition retenue pour définir l'ethnie. Mot issu du grec « ethnos », il désigne une communauté humaine :

- qui a pour origine un groupement de familles ou un clan ;
- qui partage une même langue ou dialecte ;
- qui dispose d'un tronc commun en matière de culture – système de croyances, de valeurs, d'idées - ⁷.

A partir de cette définition, la population afghane peut être divisée en quatre principaux groupes ethniques qui représentent près de 90% de ses membres : les Pashtounes, les Tadjiks, les Hazâras et les Ouzbeks. Il faut y ajouter quelques ethnies moins importantes telles que les Aimaks, les Farsiwans, les Turkmènes, les Brahuis, les Baloutches, les Nuristanis ainsi qu'une trentaine de petites ethnies comptant chacune moins de 10 000 personnes, voire moins de 1000 ou 2000 : Arabes, Ashkun, Darwazi, Grangali, Gujari, Jakati, Kamviri, Karakalpak, Kati,

⁶ Les données démographiques concernant l'Afghanistan ne sont guère fiables et varient beaucoup selon les sources. Les chiffres ne constituent que des extrapolations du dernier recensement effectué en 1979.

⁷ A. CHAUPRADE, Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire, Paris, Ellipses, 2001, p.217.

Kazakh, Kirghiz, Malakhel, Mongols, Munji, Pashayi, Prasuni, Sanglechi, Savi, Shughni, Shumashti, Tangshewi, Tregami, Ouïgours, Waigali, Wakhi, Warduji et Wotapuri-Katarqalai⁸.

Les Pashtounes

Egalement appelés Pashtouns, Pashtous, Pashtos ou Pachtounes, ils sont majoritaires et représentent environ 38% de la population du pays. A l'origine cultivateurs et éleveurs, ils vivent dans le sud et le sud-est de l'Afghanistan ainsi que dans la province pakistanaise, dite de la Frontière Nord-Ouest⁹, qui jouxte cette région. On en trouve aussi par îlots dans le nord et l'ouest du pays en raison d'une migration favorisée par plusieurs gouvernements d'origine pashtoune¹⁰. Cette ethnie ne forme pas un ensemble homogène. Les Pashtounes « restent fragmentés en une multitude de sous-tribus et de clans qui rivalisent en permanence les uns avec les autres »¹¹ : Mohmandi, Ghilzai, Durrâni, Yusufzai, Afridi, Kandahâri (ou Qandahâri), Waziri, Chinwari (ou Shinwari), Mangal et Wenetsi. On doit cependant retenir deux grands groupes de tribus, les Durrâni et les Ghilzai, dont ont été issus la majorité des gouvernants du pays.

Les Tadjiks

Second groupe en importance, ils comptent pour environ 25% de la population. Cultivateurs et commerçants, ils sont parmi les descendants des plus anciens habitants du pays. Plus dispersés que les Pashtounes, ils ne sont pas organisés en tribus mais représentent un ensemble de peuples ayant une culture et une langue commune, le dari d'origine iranienne. On les retrouve partout au nord du pays, mais en plus grand nombre au nord-est. D'autres Tadjiks vivent au Tadjikistan, en Ouzbékistan, au Kazakhstan, en Iran et en Chine, pour un total de quelques onze millions de personnes, dont sept en Afghanistan.

Les Hazâras

Comme beaucoup de groupes persanophones, c'est-à-dire parlant une langue originaire d'Iran, les Hazâras se considèrent parfois comme des Tadjiks. Représentants environ 15% de la population, ils parlent un persan semblable à celui parlé en Iran, également appelé farsi. Ils

⁸ Liste extraite du site internet www.ciral.ulaval.ca.

⁹ En 1947, cette province pashtoune n'a adhéré au Pakistan que de justesse à la suite d'un référendum.

¹⁰ Sous le règne d'Abdul Rahmân Khân, Pashtoune du clan Durrâni, au début du XXe s., des dizaines de milliers de Pashtounes de la confédération Ghilzai ont été déportés au nord alors peuplé par les Tadjiks, Ouzbeks et Hazâras. Dans les années 1940-50, l'émigration des Pashtounes vers le nord sera encouragée par l'Etat.

sont, comme les Aimaks, des descendants des Mongols issus de la Conquête à la fin du XIV^e siècle et restés isolés en Afghanistan avec la fin de l'empire mongol. C'est ce qui expliquerait pourquoi les Hazâras présentent des traits physiques mongoloïdes. Les tribus les plus importantes sont les Dai Kundi, les Dai Zangi, les Besud, les Polada, les Jaghuri et les Uruzgani.

Mais leur principale caractéristique identitaire est d'être des musulmans chiites dans un pays majoritairement sunnite. Pourchassés par les Pashtounes sunnites, les Hazâras ont fini par se cantonner à l'ouest le long de la frontière iranienne et dans les plateaux et les vallées des provinces centrales qui constituent leur patrie et qu'on appelle le Hazâradjat. Beaucoup de Hazâras ont cependant émigrés vers les grandes villes et notamment vers Kabul où ils s'occupent des tâches dont personne ne veut. Leur système social est très hiérarchisé et les inégalités sociales sont très importantes.

Les Ouzbeks

Représentant de l'ordre de 9% de la population, cette population turcophone habite au nord de l'Afghanistan, près de la frontière avec le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. On trouve des Ouzbeks surtout en Ouzbékistan (seize millions), mais également au Kirghizistan, au Tadjikistan, en Chine et en Turquie. Les Ouzbeks furent des envahisseurs turco-mongols au XVI^e siècle et restèrent maîtres du Turkestan jusqu'au XIX^e siècle. Ils parlent l'ouzbek, une langue du groupe orientale des langues turques.

En Afghanistan, les Ouzbeks sont divisés entre nomades et sédentaires. Les nomades élèvent des moutons et des chevaux, alors que les sédentaires sont artisans ou cultivateurs dans des villages longeant les canaux d'irrigation dans la plaine septentrionale. Ce sont en principe des musulmans sunnites de rite hanéfite, mais beaucoup ne sont pas pratiquants. En Afghanistan, les Ouzbeks sont considérés par les sunnites ultra orthodoxes comme des infidèles.

Les Turkmènes

D'une origine ethnique similaire aux Ouzbeks (turcophones parlant le turkmène), les Turkmènes, sédentaires, forment un peuple d'éleveurs de moutons, de chèvres et de chevaux. Groupe estimé à 500 000 personnes, ils sont arrivés de Russie pendant la première moitié du XX^e siècle, surtout entre 1920 et 1935, fuyant les massacres du régime soviétique. Ils habitent aujourd'hui tout au nord de l'Afghanistan, mais la plupart des six millions de Turkmènes

¹¹ B. DUPAIGNE et G. ROSSIGNOL, *Le guide de l'Afghanistan*, 1989, p. 63.

résident au Turkménistan, au nord-est de l'Iran, en Turquie, en Russie et en Chine. Ce sont des musulmans sunnites divisés en de nombreuses entités claniques.

Les Aimaks

Ils forment une vingtaine de tribus vivant dans le Hazâradjat et les montagnes autour de Herat. Musulmans sunnites semi-nomades, ils parlent l'une des nombreuses variétés dialectales de l'aimak, langue de filiation iranienne : taimuri, taimani, zuhri, jamshidi, firozkohi, maliki, mizmast, chinghizi et zainal.

Les Nuristanis

Le nom de Nuristani sert à désigner un ensemble de petites communautés indo-iraniennes islamisées depuis une centaine d'années et vivant dans les hautes vallées afghanes du versant sud de l'Hindu Kuch oriental et à l'est de Kabul. Ils ne sont pas organisés en tribus et se définissent par leur village de résidence et leur langue propre. On compte six langues nuristanies : l'ashkun, le kamviri, le kati, le prasuni, le tregami et le waïgali.

Les Brahuis

Les Brahuis d'Afghanistan habitent dans le sud-ouest, soit dans les provinces de Qandahâr, Hellmand et Nimruz près de la frontière pakistanaise. La langue brahuie semble en régression et n'est plus parlée que par 70% des Brahuis.

Les Baloutches

La plupart des Baloutches vivent dans le Baloutchistan au nord du Pakistan, mais il existe des communautés baloutches importantes en Afghanistan, en Iran et au Turkménistan. Les Baloutches d'Afghanistan habitent dans le sud-ouest, soit dans les provinces de Qandahâr, Hellmand et Nimruz.

15 LES RELIGIONS

Alors que toutes les données étudiées jusqu'ici n'ont jamais pu apparaître comme des facteurs d'unité, l'analyse de la question religieuse permet de trouver un dénominateur commun à la majorité des Afghans. Plus de 99% de la population est effectivement de confession musulmane. C'est par exemple l'islam qui a fourni le seul facteur d'unité entre les nombreuses

factions dans la lutte afghane contre l'invasion soviétique et contre le régime pro-communiste de Kabul. Il s'agissait pour les combattants d'une guerre sainte.

Cependant, en y regardant de plus près, la religion est aussi un facteur de division. Le rite sunnite rassemble 84% des Afghans. Toutefois le pays est traditionnellement influencé par le soufisme, sorte de mysticisme dont les différentes écoles sont aussi un vecteur d'affrontement dans la société afghane. Ce mouvement s'oppose par ailleurs aux mouvements fondamentalistes Déobandi, Wahhabite ou Ahl-i Hadith. Pour terminer, au sein de la communauté musulmane afghane, on compte 15% de chiites. Sur un plan ethnique, ce sont pour l'essentiel des Hazâras mais on trouve aussi de petites communautés de Kizilbashes et de Pashtounes chiites vivant dans les centres urbains. Socialement, les Hazâras chiites ont traditionnellement été méprisés et ont longtemps été considérés comme des citoyens de seconde zone, victimes de tentatives successives de « pashtounisation » forcée. En réaction, ils se sont rapprochés de l'Iran qu'ils considèrent comme leur protecteur naturel, qu'il s'agisse de l'Iran impérial ou révolutionnaire.

Les autres confessions sont marginales. Il existe ainsi une infime portion de petites communautés éparses de Juifs, d'Hindouistes, de Parsis et de Sikhs.

16 LE POIDS DES MODES DE FONCTIONNEMENT TRADITIONNELS ET RELIGIEUX

Le qowm, réseau de solidarité

En Afghanistan, chaque individu définit son identité par une série d'appartenances, du plus général, l'umma qui représente la communauté musulmane, au plus restreint, la famille proche. L'identité peut ainsi reposer sur un lignage commun recouvrant des formes très différentes : parentèle élargie, tribu, clan, groupe professionnel, caste, groupe religieux, ethnie, communauté villageoise ou région. Tout individu est pris dans des réseaux de solidarités, appelés aqwâm ou qowm au singulier, reposant sur des obligations plus ou moins étendues et codifiées¹². Selon le contexte, le terme de qowm peut désigner des solidarités de nature très différente et des communautés de taille variable. Un groupe de solidarité naît par exemple de la nécessité d'avoir des relations avec l'Etat par l'intermédiaire du responsable administratif du village, le mâlek, propriétaire ou chef de village élu par les anciens. Un autre groupe de solidarité se définit aussi autour du responsable de la distribution de l'eau et de la gestion de l'irrigation, le mirâb.

¹² G. DORRONSORO, La révolution afghane, Clamecy, Karthala, novembre 2001, p.22.

Par ailleurs, il faut noter qu'un qowm ne correspond pas nécessairement à un espace continu. Les habitants d'une zone donnée peuvent par exemple être divisés en deux groupes sans répartition territoriale mais sur une base religieuse.

On voit donc se superposer plusieurs réseaux de solidarité aux contours divers. De tous temps, ce facteur a agi sur les relations internes afghanes expliquant notamment les retournements fréquents d'alliances, difficilement justifiables en s'en tenant à un raisonnement cartésien de type occidental.

Les systèmes de codification

Code coutumier pashtoune, le pashtunwâli est un système de codification d'origine tribal qui suppose notamment un mode de règlement des conflits basé sur la vendetta, ou sur sa menace. Basé sur l'obligation de courage et de solidarité, il mesure minutieusement les peines et les compensations aux offenses. La loi du talion est appliquée pour les blessures et les crimes de sang, à moins que le crime ne soit racheté par une amende, dont le taux est prévu selon la gravité de la transgression. Les atteintes à la propriété sont sanctionnées par des amendes, tandis que les atteintes à l'honneur, le vol des armes ou l'enlèvement d'une fiancée, se règlent en vendettas sanglantes qui peuvent se prolonger sur plusieurs générations¹³. D'une grande complexité, il fournit une échelle de valeurs qui donne par exemple la priorité au devoir d'hospitalité sur celui de vengeance : ceci explique que le meilleur refuge pour l'assassin d'un homme est la propre famille de la victime qui doit renoncer à toute action à son encontre tant qu'il reste sous sa protection.

La shariat, la loi islamique, s'oppose à ce code tribal.

Les différents gouvernements en place ont cherché successivement à privilégier l'un ou l'autre de ces systèmes selon la source de légitimité qu'ils souhaitaient donner à leur régime. Aucun de ces deux codes n'est jamais parvenu à prendre complètement le pas sur l'autre. La coexistence de ces deux principes d'organisation juridique conduit ainsi à une certaine confusion.

Les représentants et les personnalités

De cette juxtaposition de modes de fonctionnement naissent des personnalités qui tirent leur légitimité, soit d'un caractère religieux, soit de la hiérarchie tribale.

¹³ B.DUPAIGNE et G. ROSSIGNOL, *Le guide de l'Afghanistan*, Lyon, La Manufacture, 1989.

Autorités religieuses

Au sein du monde religieux, les responsables ont un ascendant plus ou moins marqué selon l'origine de leur pouvoir. L'âlem (pl : ulemâ) est un savant religieux. Les ulemâ forment un groupe social avec son système de formation (privé ou gouvernemental), ses réseaux transnationaux et ses intérêts. Ils font partie d'une institution structurée par des relations personnelles très fortes. Un âlem garde des liens de fidélité avec le maître qui lui a donné l'ejâza (l'autorisation d'enseigner) et avec ses condisciples. Quand il est directeur (modares) d'une madrasa, il peut également compter sur ses étudiants (tâlebân) et leurs familles¹⁴. A l'inverse des ulemâ, les mollah ¹⁵ne sont pas une catégorie bien définie et homogène. Il n'y a pas de sacerdoce en islam, celui qui peut diriger la prière sera appelé imâm, et mollah s'il remplit cette fonction de façon régulière et professionnelle. Cependant, les mollah formés dans des madrasa manifestent une solidarité avec les ulemâ, surtout quand ils exercent cette activité à titre principal.

En Afghanistan, comme dans l'ensemble du monde musulman, certaines personnalités sont réputées bénéficier d'une sacralité bénéfique, barakat, qui rejaillit sur ceux qui viennent les voir. Les pir et les sâdât sont les deux catégories d'individus qui jouissent de cette sacralité. Ces charismes religieux ont des effets sociaux importants, car leurs disciples sont mobilisables pour une activité politique¹⁶. Dans la communauté, les sâdât et les pir jouent ainsi des rôles importants notamment en faveur de l'apaisement des conflits. Le seyyed (pl : sâdât) est descendant de Mohammad par sa fille Fatima et son gendre Ali. Il n'a pas de privilège particulier en islam mais dispose d'un certain prestige. Il sert d'intermédiaire et d'arbitre en cas de conflit dans une tribu par exemple. Le pir est un maître spirituel, normalement dans le cadre d'une confrérie soufie. La religiosité populaire s'exprime par des visites au pir, des pèlerinages aux reliques ou sur la tombe d'un pir. Ses disciples, les murid, peuvent compter sur l'accueil du maître qui fait jouer ses relations à leur profit.

Autorités tribales

Un khân est un notable local qui dispose d'une influence liée à sa condition de propriétaire foncier ou de leader tribal. Il entretient une clientèle qui se mesure à l'étendue de ses obligés,

¹⁴ G. DORRONSORO, La révolution afghane, Clamecy, Karthala, novembre 2001, p.130.

¹⁵ En Asie centrale, contrairement à l'usage des pays arabes, le terme de mollah n'est pas réservé aux chiïtes. Les mollah, moins bien intégrés dans l'administration, sont parfois payés par le gouvernement mais, le plus souvent, restent à la charge de la communauté villageoise. S'il n'y a pas d'école dans le village, ils donnent un enseignement élémentaire aux enfants.

au nombre des relations où il est en position dominante. Il joue le rôle d'intermédiaire entre la communauté et l'extérieur et s'assure ainsi de nombreux avantages, notamment en terme de prestige, par ses relations avec l'administration. Le pouvoir du khân est avant tout une capacité d'influence. Il en résulte un jeu de concurrence entre khân pour acquérir une position dominante.

Chef de village élu par les anciens, le mâlek est le responsable administratif du groupe et assure lui aussi les relations avec l'Etat.

Les organes de décision

Toutes ces autorités « civiles » et « religieuses » exercent leur pouvoir au sein de conseils différents.

Conseil traditionnel, la jirga réunit un large panel de représentants militaires, tribaux et religieux.

Institution à caractère religieux, la shurâ est un conseil exécutif composé de représentants islamistes. C'est ainsi, qu'à partir de 1992, le pouvoir est revendiqué en Afghanistan par un nombre important de shurâ dirigées par des commandants mojahed prestigieux.

Quand les institutions étatiques se délitent ou sont trop distantes, les jirga entrent en concurrence avec les shurâ pour redevenir les véritables lieux de pouvoir dans le pays. Ces différents conseils sont également utilisés par les gouvernants. Ces derniers assoient leur légitimité par le biais d'une shurâ ou par celui d'une Loya Jirga, grand conseil tribal, selon qu'ils cherchent à obtenir l'appui des ulemâ ou celui des khân.



L'étude de tous les paramètres qui constituent les particularités afghanes montre la faible homogénéité du pays. De toutes les données analysées, seule la religion constitue un possible dénominateur commun à tous les Afghans. Dans la lutte contre l'envahisseur soviétique, les Afghans se sont unis. Il s'agissait, pour les combattants d'une guerre sainte. Mais la superficialité de cette belle unité idéologique s'est vite fait sentir quand il s'est agi d'établir un nouveau pouvoir central : les frères unis dans l'islam en sont venus à se bombarder mutuellement.

¹⁶ G. DORRONSORO, La révolution afghane, Clamecy, Karthala, novembre 2001, p.132.

L'Afghanistan, fidèle à son image traditionnelle, se montre le plus souvent uni contre toute agression extérieure mais le pays reste incapable de s'unifier sur le plan intérieur.

DEUXIEME PARTIE : PEUT-ON PARLER D'UNE NATION AFGHANE ?

Après la chute des Talibans en fin d'année 2001, le débat sur l'avenir de l'Afghanistan ne fait aujourd'hui que commencer. Placé sous les feux de la communauté internationale après les événements du 11 septembre 2001, le pays n'avait, jusque là, attiré au mieux que quelques intérêts économiques chez les grands de ce monde ou les volontés d'influence de ses voisins. Le sentiment qui vient à l'esprit à propos de l'Afghanistan est modelé par l'image qu'il a donné de lui au cours des vingt dernières années : il semble qu'il y soit impossible de parvenir à une union des peuples.

Qu'en est-il réellement ? Existe-il un sentiment national afghan, une volonté de vivre en paix ? Quel espoir peut-on donner au docteur Kamal Babar, doyen de l'université de Jalâlâbâd qui affirmait en novembre 2001 : « Nous, Afghans, nous n'avons qu'un seul droit, celui d'être optimistes, car nous n'avons jamais été associés à la politique du pays. Depuis la création de l'Etat afghan en 1747, il n'y a jamais eu d'élections. Nous devons faire confiance aveuglément à des chefs qui se comportent comme des seigneurs féodaux n'ayant aucune notion de la démocratie et du progrès. Il faut cesser d'invoquer des arguments culturalistes pour cette attitude. Tous les Afghans, même ceux des provinces éloignées, rêvent d'une vie confortable, d'un avenir sûr pour leurs enfants, de paix et de sécurité. Nous sommes épuisés par ces vingt-deux ans de guerre. »¹⁷ Au vu de tous les différents qui alimentent les conflits internes, se pose ainsi la question de l'existence d'une nation afghane.

Pour élaborer une réponse à cette question, il convient de s'accorder dans un premier temps sur une définition de la Nation. Par la suite, une analyse de l'histoire du pays permettra de mettre en avant les longues périodes pendant lesquelles le pays a vécu dans la stabilité. L'Afghanistan n'a pas toujours été semblable à l'image qu'il donne aujourd'hui... Quant à l'avenir, il est pour l'instant bien difficile à prédire. Cependant, des atouts mais aussi des faiblesses récurrentes permettent de tracer quelques grandes lignes et d'émettre un mélange de notes de doute mais aussi d'espoir.

¹⁷ J. PIEL, Kaboul entre espoir et anarchie, Le Point n°1523, 23 novembre 2001

21 QUELLE DEFINITION DE LA NATION?

« NATION n.f. (lat. natio) Grande communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire et qui possède une unité historique, linguistique, culturelle, économique plus ou moins forte. »¹⁸ Cette première définition extraite d'un dictionnaire courant reste trop vague pour répondre à la question posée de l'existence d'une nation afghane.

Au XIXe siècle, Ernest Renan, dans *Qu'est-ce qu'une nation ?*, soutient qu'une nation ne dépend ni d'une race particulière, ni d'une langue, ni d'une religion, ni d'intérêts économiques partagés, ni encore de la géographie ; la nation est une âme, un principe spirituel qui suppose un passé mais nécessite dans le présent un consentement et le désir clairement exprimé de continuer la vie commune.¹⁹ Considérant qu'en géopolitique la nation ne fait sens que dans son rapport à l'Etat, cette définition se rapporte plutôt à celle de l'Etat-nation à la française : une nation rassemblée sur un seul et même territoire étatique. Honoré d'Estienne d'Orves, officier de marine et résistant français, la définissait pendant ses derniers mois de vie en captivité sous l'occupation comme suit : « Ce ciment qui nous unit, ce n'est pas la race, c'est la nation constituée au cours des siècles, avec des races différentes. C'est un ciment de la raison qui est de devenir celui du cœur et qui n'en est pas moins fort. »²⁰ Cette description constitue le stade ultime de la nation. Elle est l'avenir que l'on peut souhaiter pour l'Afghanistan mais ne correspond pas encore à une réalité pour ce pays multiethnique complexe.

L'étude de l'existence d'une nation afghane ne peut reposer que sur une définition plus ouverte en correspondance avec l'idée d'un Etat multiethnique. Sous cet angle, il est intéressant d'étudier si l'Afghanistan a déjà constitué et peut dans l'avenir proche être une nation multiethnique, un corps constitué d'un rassemblement d'ethnies ayant conscience de vivre un destin commun. La concrétisation de cette notion réside dans la recherche d'un système politique commun même si les solidarités culturelles, linguistiques ou ethniques peuvent être tournées vers l'extérieur de l'Etat.

¹⁸ Le Petit Larousse illustré, 1997.

¹⁹ A. CHAUPRADE, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Paris, Ellipses, 2001, p.217.

²⁰ Edition des écrits de prison d'HONORÉ D'ESTIENNE D'ORVES, *Vie exemplaire du commandant d'Estienne d'Orves*, Plon, 1950.

22 LE PASSE

L'ensemble des observateurs est d'accord pour dater à 1747 la naissance de l'Afghanistan. La période de cette date à nos jours peut être partagée en quatre sous-périodes en se fondant sur le type de légitimité revendiquée par le pouvoir :

- Jusqu'en 1880, le souverain tient son pouvoir de l'élection par une jirga ;
- De 1880 à 1929, il se revendique d'un pouvoir de source divine ;
- De 1929 à 1978, le pouvoir s'appuie de façon progressive sur l'expression d'un nationalisme afghan.
- L'après 1978 constitue une période d'instabilité mieux connue. Aucun caractère d'existence d'une nation afghane ne peut ressortir de cette phase de guerre civile. En revanche, l'influence de ces années de déchirement sera grande pour l'avenir du pays et l'étude de cette phase est incluse dans l'analyse ultérieure de l'avenir possible de l'Afghanistan.

Dans l'immédiat, pour cette partie consacrée au passé, les trois premières sous-périodes sont étudiées. Elles permettent de mettre en avant les phases d'existence réelle d'un pouvoir central en Afghanistan, même si son emprise s'est révélée plus ou moins forte selon les décennies.

En préambule, la vexillologie, étude et analyse des drapeaux, donne une première idée de l'évolution de l'unité afghane et de la légitimité revendiquée par son Etat.

Etude de la vexillologie

L'Afghanistan a-t-il par le passé constitué une nation ?

La vexillologie permet d'affirmer que la réponse à cette question ne peut pas être simple : d'octobre 1901 à janvier 2002, l'Afghanistan a eu dix-sept drapeaux nationaux.

Cependant, il ressort que l'un de ces emblèmes a tenu plus de quarante ans : tricolore, à bandes verticales noir-rouge-vert avec motif de mosquée et rameaux blancs, il a été adopté par la dynastie royale à laquelle appartient le roi Zâher Shâh. Cette longévité peut être traduite comme un signe de stabilité.

On apprend également que les trois premiers drapeaux du pays, d'octobre 1901 à septembre 1928, sont noirs, avec motif de mosquée sur fond de lauriers, puis d'étoile. Selon la vexillologie classique, le noir, dans son usage afghan, est considéré comme une couleur historique et nationale, signe d'identité d'un peuple campé dans sa forteresse de montagnes imprenables. Ce noir est inscrit dans l'histoire afghane et aucun régime du XXe siècle ne l'a supprimé, sauf le pouvoir communiste pendant ses deux premières années de 1978 à 1980.

Le rouge est la couleur de la monarchie et aussi bien entendu, celle de référence des communistes afghans qui, devant l'ampleur de la rébellion suscitée par leur politique, voudront passer au vert en 1980, lequel est la couleur principal de tous les emblèmes et étendards des guérillas islamistes. Symbole de la foi et du paradis promis, le vert est inséparable de la vexillologie de tout pays musulman.

Classique, le blanc représente la pureté, la nouvelle lumière. Ornée d'une mosquée, la bande centrale blanche du drapeau de l'Alliance du Nord aurait ce sens. Depuis le 13 novembre 2001, le drapeau hissé sur Kabul est celui qu'a conservé le gouvernement Rabbâni : tricolore, bandes horizontales, vert-blanc orné-noir.

Dans la mesure où, en vexillologie comme ailleurs, tout fait sens, on peut affirmer que, derrière les innombrables divisions internes afghanes, pointent des signes d'un sentiment de communauté qui s'exprime notamment dans l'attachement à une identité symbolisée par le noir et à une religion commune, l'islam.

La période 1747-1880 : le souverain est *primus inter pares*

En 1747, pour la première fois dans l'histoire, des chefs afghans ne se contentent plus de royaumes limités aux zones d'influence des grandes villes. Ils vont essayer d'inclure Kabul, Balkh, Herat et Qandahâr dans une entité plus vaste. La formation de l'unité afghane sera considérablement favorisée par le fait que les grandes puissances, Russie et Grande Bretagne, essaieront, en vain d'ailleurs, de s'y implanter, provoquant ainsi un réflexe d'autodéfense qui sera à l'origine d'une prise de conscience nationale.

Dans ce contexte, Ahmed Khân Durrâni, chef du clan Saddozay, a obtenu l'appui de la confédération nomade Durrâni. Il se fait couronner roi à Qandahâr. Elu par une assemblée tribale, sa légitimité est celle d'un *primus inter pares*²¹ : le souverain ou amir tient son pouvoir de l'élection au sein d'une jirga. Initialement élu par les tribus pour assurer la coordination militaire, il va réussir à élargir son influence sur les principales villes du pays et donner naissance à une première dynastie afghane.

Durant cette période, les limites de l'empire sont fluctuantes. Le pouvoir central s'appuie sur les Durrânis pour maintenir les autres confédérations nomades en étroite dépendance mais il n'existe pas encore véritablement de sentiment national. Par leur lutte d'influence dans la région durant tout le XIXe siècle, la Russie et la Grande Bretagne vont cependant entretenir sans en être toujours conscients, les faibles liens qui unissent les tribus afghanes dans leur

²¹ G. DORRONSORO, *La révolution afghane*, Clamecy, Karthala, novembre 2001, p.48.

politique défensive face aux menaces régionales. Le ciment afghan reste malgré tout très faible : les guerres internes de succession ruinent le pays et empêchent l'émergence d'un véritable pouvoir centralisé.

On ne peut pas parler pendant toute cette période de véritable volonté de système politique mais seulement de la prise de conscience d'une destinée commune face aux menaces extérieures.

La période 1880-1929 : le souverain se revendique d'un pouvoir de source divine

A la fin du XIXe siècle, le souverain prend conscience de l'influence de l'islam et de la capacité de cette religion à unir les populations autour du jihâd face aux menaces d'invasions des puissances non musulmanes.

Abdul Rahman Khân, artisan de l'unité

Abdul Rahman Khân arrive au pouvoir en 1880 avec l'appui des Britanniques. Il se fait reconnaître par les ulemâ afin d'asseoir sa légitimité sur un pouvoir divin. Il s'agit d'une rupture par rapport à ses prédécesseurs élus par une assemblée tribale²². Au XIXe siècle, les ulemâ n'interviennent que dans la légitimation initiale du pouvoir et, de façon ponctuelle, en s'opposant aux mesures jugées contraires au Coran. Abdul Rahman Khân se présente, pour sa part, comme investi d'une mission religieuse pour le salut des musulmans vivant en Afghanistan. Il rejette la référence tribale pour défendre la légitimité islamique de la royauté. Grâce à cette nouvelle orientation, l'Afghanistan perd en partie son caractère d'empire pashtoune : une certaine égalité des sujets musulmans commence à s'affirmer.

Parallèlement, les empires russe et britannique ont pris conscience de l'impossibilité d'un contrôle direct de la zone. L'Afghanistan mérite en effet son nom de royaume des rebelles, rétifs aux idées et aux influences étrangères. Les frontières se trouvent ainsi délimitées à la suite du « Grand Jeu » avant même qu'un Etat ne se soit véritablement imposé sur l'ensemble du territoire.

Abdul Rahman Khân, l'amir de fer, deviendra le véritable artisan de l'unité du pays. Il met en place un pouvoir policier qui utilise l'argent et les armes fournies par l'Angleterre. Pour éviter tout désordre aux frontières de leur empire, les Britanniques ont en effet pour priorité la stabilité afghane, en évitant que l'affrontement entre l'amir et les tribus ne tourne au désavantage du premier. Ainsi en 1885 et en 1892, grâce au soutien à distance britannique,

²² G. DORRONSORO, La révolution afghane, Clamecy, Karthala, novembre 2001, p.48.

Abdul Rahman Khân entreprend deux guerres pour soumettre les Hazâras et il conquiert le Kafiristan²³, actuel Nouristan. La légitimation religieuse du souverain lui permet de revendiquer le monopole de l'appel au jihâd et de condamner comme kâfir tous ceux qui s'opposent à son pouvoir.

Abdul Rahman Khân assoit donc bien son pouvoir sur l'Islam qui est alors le seul vrai facteur d'unité. Pour mieux contrôler les mollah et les ulemâ sur lesquels il s'appuie, il entreprend de les intégrer dans l'administration. Il tente en même temps de restreindre leur autonomie financière en prenant partiellement le contrôle des fondations pieuses.

Dans le domaine judiciaire, les relations entre les ulemâ et l'Etat sont bonnes à cette période : pour s'opposer au pouvoir tribal ou coutumier, Abdul Rahman Khân étend leur rôle en faisant nommer des qâzi (juges) dans tous les districts²⁴. Contrôlé par l'Etat²⁵, le qâzi juge en posant la shariat comme source principale d'inspiration. Il s'oppose ainsi au droit coutumier.

Ayant renforcé sa légitimité auprès des instances religieuses, il reste à Abdul Rahman Khân à maîtriser les volontés d'autonomie des tribus. Il s'appuie pour ceci sur une force armée puissante. Il crée une armée nationale suffisamment forte pour imposer sa suprématie. Comme dans beaucoup de pays, l'armée est un élément central de la construction de l'Etat. Celle d'Abdul Rahman Khân est une force payée et hiérarchisée. Le recrutement est effectué dans les groupes qui présentent le plus de garanties politiques ; il change donc selon la loyauté fluctuante des communautés.

Par ailleurs, la puissance des tribus est limitée : des frontières administratives en décalage avec la carte tribale leur sont imposées ; l'esclavage est aboli ; les tribus perdent le droit de battre monnaie. Commencent également des déplacements de populations pashtounes vers le nord pour mieux contrôler les tribus rebelles au pouvoir central.

Enfin, bien que d'origine pashtoue, Abdul Rahman Khân choisit le dari comme langue officielle pour favoriser le ralliement des non-pashtounes.

Tout au long de son règne, Abdul Rahman Khân a donc jeté les bases d'un véritable Etat doté d'une administration centrale et de la puissance nécessaire au contrôle du territoire. Son fils et successeur, Habibullah Khân (1901-1919), poursuivra l'œuvre de son père en créant des écoles, et en débutant la construction d'un réseau routier, ...

²³ Le kâfir est un mécréant, un infidèle, un hérétique.

²⁴ G. DORRONSORO, La révolution afghane, Clamecy, Karthala, novembre 2001, p.71.

²⁵ Les jugements font l'objet d'un droit d'appel auprès del'amir.

La modernisation sous le règne d'Amânullah Khân

A la mort de ce dernier, Amânullah Khân entreprend une dernière guerre contre les Britanniques. En 1919, l'Afghanistan passe ainsi du statut de protectorat à celui de pays indépendant. A la suite de succès militaires obtenus de part et d'autre, le traité de Rawalpindi accorde l'indépendance afghane. En contrepartie, le pays ne reçoit plus aucun subside du gouvernement anglais.

Amânullah Khân fonde moins que ses prédécesseurs son pouvoir sur la force. Il revendique toujours le pouvoir divin mais cherche à maîtriser beaucoup plus les ulemâ. Ces derniers se voient, par exemple, refuser l'accès à des postes officiels s'ils ont été formés dans les madrasa trop dogmatiques de Deoband²⁶ dans le nord de l'Inde. La formation est en effet l'enjeu décisif pour les contrôler.

Il oriente son action vers la modernisation du pays. Son règne est marqué :

- par des tentatives systématiques d'ouvertures vers l'extérieur : une mission diplomatique parcourt le monde, pour faire connaître et reconnaître la nation afghane, signe des traités de bonne entente avec de nombreux pays et préconise des échanges de diplomates ;
- par l'accueil systématique à Kabul de techniciens étrangers ou de missions techniques (mission archéologique française de 1922, mission universitaire française en 1923 qui crée le lycée français, mission universitaire et médicale en 1924) ;
- par la mise en place sur le plan intérieur de réformes hardies comparables à celles effectuées en Turquie et en Perse. Dans l'enseignement, les ulemâ sont évincés au profit d'une instruction obligatoire contrôlée par l'administration. L'émancipation des femmes est encouragée. En 1924, un code pénal, calqué sur le droit européen, est instauré. Il retire ainsi le monopole de la justice aux ulemâ.²⁷

Amânullah veut parachever cette œuvre progressiste en faisant de Kabul une capitale digne d'un Etat moderne. Il confie à un architecte français la réalisation d'une ville nouvelle Dâr Ulamân, située au sud-ouest de la vieille ville. Mais il se montre trop pressé en ordonnant la destruction des murs qui entourent les jardins Kabulis, en permettant aux jeunes filles de choisir leur mari et en parlant même de supprimer le tchador. Les mollah mécontents soulèvent les tribus sous la conduite d'un bandit de grand chemin, Habibullah Bacha-yi-Saqâo, « fils du porteur d'eau ». Ce dernier marche sur Kabul en décembre 1928 et Amânullah doit abdiquer le

²⁶ Les Deobandis prêchent la stricte observance de la morale islamique.

²⁷ S. GELINAS, Afghanistan, du communisme au fondamentalisme, c, p.240.

14 janvier 1929 et se réfugier en Italie. Au-delà des explications liées à une rupture trop rapide avec les règles islamiques, cette révolte a été rendue possible par l'impopularité grandissante d'Amânullah. L'ambitieux projet de modernisation, décidé peu après la fin de l'aide financière britannique, l'a conduit à augmenter considérablement la pression fiscale.

Pendant toute cette phase allant de 1880 à 1929, le pays s'est doté des bases nécessaires pour avancer vers l'Etat-nation. Cette période se caractérise également par une indépendance grandissante de l'Afghanistan vis-à-vis des puissances étrangères. On ne peut donc pas soutenir que l'unité afghane ne se fait que face à une menace extérieure. Il y a bien eu pendant ces années un sentiment de destinée commune et un véritable Etat qui a regroupé les Afghans en appuyant sa légitimité sur le droit divin. Malheureusement, la rapidité des réformes introduites par Amânullah Khân l'a conduit dans une impasse et a mis fin à la dynastie des Khân.

La période 1929-1978 : le développement du nationalisme

En 1929, les Britanniques et les Soviétiques interviennent de nouveau dans le pays. Les Soviétiques tentent une invasion militaire du nord du pays pour soutenir Amânullah Khân. Quelques mois plus tard, les Britanniques apportent un soutien décisif au futur souverain Nâder Shâh qui constituera une nouvelle coalition tribale. Le nouveau roi est ainsi élu par une Loya Jirga dominée par les tribus. Le fondement de sa légitimité ne peut alors pas être le même que pour ses prédécesseurs. La royauté redevient l'expression des tribus. Après l'exil d'Amânullah et la chute d'Habibullah Bacha-yi-Saqâo, la perte momentanée du pouvoir par les pashtounes a mis en évidence le poids des non-pashtounes et a créé un réflexe de solidarité chez les premiers. Le rôle des tribus, en particulier celles de l'est, a été essentiel dans la prise de Kabul par Nâder Shâh.

La pashtounisation

Dans le même temps, on observe un glissement vers le nationalisme pashtoune car, incapable de contrôler les ulemâ, le pouvoir adopte progressivement le nationalisme comme légitimité alternative à l'islam. La légitimité de l'Etat repose ainsi de façon grandissante sur une idéologie où le sentiment d'appartenance à une même nation est présenté comme naturel. La construction d'une mémoire historique devient centrale. Le nationalisme pashtoune utilise l'histoire pour prouver la communauté de destin de toutes les populations vivant sur le sol afghan²⁸.

²⁸ G. DORRONSORO, La révolution afghane, Clamecy, Karthala, novembre 2001, p.52.

Face à la méfiance des non-pashtounes et à la résistance des ulemâ, Nâder Shâh est contraint à une grande prudence. Il ne dispose pas d'une supériorité militaire suffisante sur les tribus et son action modernisatrice reste relativement limitée. En 1931, il fait promulguer une constitution. En 1932, une charte royale prévoit une construction d'infrastructures modernes et l'égalité de la langue pashtou avec la langue persane, conformément à la politique de pashtounisation conduite par le roi.

Bien que le persan soit compris par une large majorité de la population comme première ou seconde langue, le gouvernement va tenter d'imposer le pashtou. Jusque là, son emploi n'était pas obligatoire même dans l'administration. Elevé au rang de langue nationale en 1936, à égalité avec le persan, le pashtou tentera de supplanter le dari dans les écoles mais la résistance culturelle afghane conduira à un retour officiel au bilinguisme pashtou/persan en 1946.

La politique de Nâder Shâh, assassiné en 1933, sera ensuite poursuivie par son fils Mohammad Zâher Shâh.

L'appel à l'aide extérieure

Jusqu'au début des années 50, l'Etat afghan, pauvre, cherche les moyens de son autonomie et de son développement. Après diverses hésitations et malgré une forte réticence initiale liée à l'histoire, la solution d'un financement extérieur s'impose. L'Afghanistan délaisse son attitude de neutralité pour entrer progressivement dans l'orbite soviétique. En effet, emporté par son zèle nationaliste, l'Afghanistan a réclamé au Pakistan, tout juste indépendant, les territoires pashtounes que les Britanniques avaient détachés du royaume de Kabul au XIXe siècle. Les tensions avec le Pakistan ont signifié la fermeture de frontière et donc l'asphyxie économique du pays. Il fallait donc une alliance de revers à l'Afghanistan. Au début, un accord informel entre Soviétiques et Américains délimite leurs zones d'influence respectives au nord et au sud de l'Hindu-Kuch. L'Afghanistan en tire bénéfice dans le cadre de l'aide au développement. Ensuite, à partir de la fin des années 50, les Afghans se tournent de plus en plus vers l'URSS. L'Afghanistan, dans sa volonté de renforcement du sentiment national, joue toujours plus la carte de la pashtounisation et refuse de reconnaître la ligne Durand. Cette politique conduit à une crise majeure avec le Pakistan et gêne les Etats-Unis. La tension diplomatique ne met pas fin au soutien économique américain avant la fin des années 60, mais facilite l'insertion afghane dans la zone d'influence soviétique. Un traité de coopération est ainsi signé avec l'URSS en 1955.

Il faut noter ici l'influence importante des choix en matière de modernisation sur l'évolution de la société afghane. Au lieu de permettre une transition maîtrisée, le développement adopté,

influencé par les puissances étrangères et par leurs experts, ne respecte pas les équilibres du pays et ne favorise pas son unité. L'assistance quoique massive se perd dans la corruption, la bureaucratie et de nombreux projets de prestige comme, par exemple, des aéroports aux pistes capables de recevoir des avions gros-porteurs que le pays ne possède pas... Cette évolution incontrôlée renforce au contraire les différences entre les régions et les groupes sociaux. La modernisation conduit à des oppositions de plus en plus sensibles dans les modes de vie et creuse les disparités entre les ruraux et les urbains.

La limitation du pouvoir des khân et des religieux

Sous le règne de la royauté, le pouvoir des khân et les risques de révolte sont limités par la création du parlement. Ce dernier siège à Kabul de mai à octobre chaque année et éloigne ainsi les chefs tribaux de leur base à l'époque la plus propice à la mobilisation des tribus, celle qui suit les travaux agricoles²⁹.

Parallèlement, la limitation du pouvoir des religieux est poursuivie. A partir de 1940, l'Etat crée un enseignement religieux national destiné à concurrencer les sites de formation étrangers traditionnels. Le but est de contrôler le contenu de l'enseignement et de faciliter l'intégration des ulemâ dans le fonctionnement de l'Etat³⁰. Les madrasa privées ne peuvent cependant pas être interdites et la majorité des ulemâ continueront à être formés dans des madrasa privées. La tentative de contrôle direct des religieux par l'Etat est donc un échec et l'opposition grandit entre les ulemâ et le pouvoir qui continue à moderniser la société.

Pour limiter les conflits, l'Etat fait quelques concessions. En terme de justice, la loi civile et criminelle s'inspire directement des références islamiques. L'Etat obtient ainsi sa légitimité en respectant la shariat.

Au fil des années, un équilibre s'est établi entre les deux pouvoirs étatique et religieux. Les ulemâ ont intérêt à s'appuyer sur l'Etat pour s'opposer à la codification tribale, le pashtunwâli. C'est pour eux le meilleur moyen d'asseoir puis d'augmenter leur influence.

L'éducation

Le domaine de l'éducation a beaucoup influencé la vie politique du pays. En effet, la modernisation de l'enseignement a créé une nouvelle classe de population, celle des éduqués. Ces derniers s'impliquent énormément dans la vie politique du pays. Ils ne trouvent pas

²⁹ G. DORRONSORO, La révolution afghane, Clamecy, Karthala, novembre 2001, p.58.

³⁰ G. DORRONSORO, La révolution afghane, Clamecy, Karthala, novembre 2001, p.65.

d'emploi répondant à leurs attentes dans ce pays où le secteur privé est insuffisant et où l'administration est peu développée et offre de maigres rémunérations. La royauté a pour eux une faible légitimité et ils sont les futurs opposants au régime et les futurs commandants dans la guerre civile des années 90.

L'échec de la monarchie parlementaire

En 1964, conformément à sa volonté de poursuite de la modernisation, Zâher Shâh fait promulguer une nouvelle constitution. Elle instaure la monarchie parlementaire. Cette évolution est un échec et conduit à la ruine du pays. Dans sa réforme, Zâher Shâh n'est pas allé jusqu'au bout de la modernisation : il n'a pas voulu légaliser les partis politiques. Dans ces conditions, les intellectuels qui visaient à des responsabilités n'ont pas pu financer leur candidature ; seuls les notables locaux ont pu faire campagne et sont élus. Illettrés et d'origine rurale pour un tiers d'entre eux, ils n'ont aucune vision de l'intérêt national. Ils refusent les augmentations d'impôts. Ils défendent leurs intérêts propres et divergents au sein de l'assemblée. Toutes les décisions qui auraient été nécessaires au développement économique sont bloquées. Les institutions ne fonctionnent pas. L'Etat reste donc pauvre et ne peut ni payer ses fonctionnaires, ni faire face au remboursement de sa dette extérieure. La corruption et la fraude s'installent.³¹ A cette faiblesse économique vient s'ajouter en 1972 une famine qui touche le pays à l'issue d'une grande sécheresse en 1970-1971. Cette accumulation conduit au renversement du roi en 1973. Dâud, son ancien premier ministre, qui est aussi son cousin, réussit en effet un coup d'Etat le 17 juillet 1973 avec l'appui des officiers. Il instaure une république qui est en fait un régime autoritaire. Il fait ratifier une nouvelle constitution en 1977 qui instaure un Etat à parti unique et donne plein pouvoir au président. Parallèlement, il développe des accords avec l'URSS qui le soutient. Mais en 1977, il modifie sa stratégie et se tourne vers le non-alignement. Il espère en tirer des profits économiques en établissant des relations avec le Pakistan, l'Iran et l'Arabie Saoudite. Cette politique conduit au plan intérieur à une forte poussée de l'opposition communiste et au plan extérieur à une implication grandissante de l'URSS qui craint une dérive panislamique. En avril 1978, les Soviétiques orientent un coup d'Etat contre Dâoud qui sonne la fin de la stabilité du pays.

Il faut en effet admettre que, de 1929 à 1978, l'Afghanistan a connu une bonne stabilité. Cette période marque une hausse progressive de l'emprise de l'Etat au moins jusqu'en 1964. Même

³¹ G. DORRONSORO, La révolution afghane, Clamecy, Karthala, novembre 2001, p.92.

si le pays est loin de parvenir au statut d'Etat-nation, les tribus restent soumises. La modernisation se fait petit à petit dans un premier temps en respectant la capacité d'adaptation de la population restée attachée aux modes de fonctionnement traditionnels. Les difficultés proviennent ensuite de la nécessité de faire appel à une aide extérieure pour aller plus en avant dans la modernisation. Le pays s'en trouve rapidement déstabilisé tant par la résistance intérieure aux évolutions dictées par les conseillers étrangers que par la sensibilité grandissante de l'Etat afghan aux rivalités géopolitiques régionales (panislamisme ou pansoviétisme).



L'étude du passé afghan met en avant une grande stabilité politique au moins sur la période allant de 1880 à 1973. En laissant de côté la parenthèse constituée par les quelques mois de pouvoir d'Habibullah Bacha-yi-Saqâo, cinq souverains se sont succédés à la tête du pays ; deux constitutions ont régi le fonctionnement des institutions ; les troubles importants touchant l'Afghanistan se limitent à la guerre d'indépendance contre la Grande-Bretagne en 1919 et à une guerre civile en 1929. Les souverains successifs ont su préserver l'unité du pays tout en le modernisant progressivement. Pendant toute cette période, un pouvoir central a dirigé l'ensemble de l'Afghanistan même si son contrôle était assez lâche.

L'Afghanistan n'a donc pas toujours été le pays foncièrement instable le plus souvent présenté par les médias depuis que le pays est sous les feux de l'actualité internationale. Cette image est celle des vingt dernières années de l'histoire du pays. En revanche, on oublie la longue phase d'unité pendant laquelle se sont mis en place tous les ingrédients qui font une nation. Par le passé, les Afghans ont constitué une nation multiethnique. Les ethnies afghanes rassemblées vivaient un destin commun sous la coupe de leur souverain malgré leurs différences culturelles, linguistiques ou ethniques.

23 L'AVENIR

La situation humanitaire est aujourd'hui désastreuse en Afghanistan : les Afghans ont été déplacés par millions par la sécheresse et par la guerre civile ; la malnutrition règne et 1 enfant sur 4 meurt avant l'âge de 5 ans ; 1 femme sur 12 décède à l'accouchement ; 50% des habitats sont détruits dans les villes ; 6% seulement de la population a accès à l'eau potable ; 55% des hommes et 80% des femmes sont illettrés... Cette situation est la conséquence de la sécheresse qui sévit depuis plusieurs années mais elle illustre surtout la déliquescence des structures. La clé de la reconstruction du pays passe par un processus politique.

La prospective concernant l'avenir de l'Afghanistan et de la nation afghane est difficile. La guerre civile et la période talibane ont sans aucun doute profondément modifié les rapports entre les Afghans. Pour mieux cerner les conséquences de ces dernières années et les perspectives, il convient dans un premier temps de rappeler la succession des événements qui ont touché le pays à partir de 1978. Par la suite, une étude des influences extérieures, de l'évolution des rapports entre ethnies, du sentiment national et des capacités économiques permettront d'élaborer une réponse à la question de l'avenir de la nation afghane

Les événements de l'après 1978

Après le coup d'Etat contre Dâud, le régime communiste soutenu par les Soviétiques sera lui aussi un échec. D'une part, les tensions internes sont vives entre les deux factions du parti, Khalq et Parcham. D'autre part, la faiblesse de l'encadrement administratif et la volonté d'embrigadement communiste ne compensent pas l'absence de légitimité du régime. En raison des réformes idéologiques et de la politique agressivement athée, la population rurale se révolte. Face à la spirale de la violence qui s'installe, l'URSS est conduite à intervenir le 26 décembre 1979 pour soutenir le pouvoir communiste. Cette invasion fait perdre au gouvernement en place le peu de crédibilité qu'il lui restait. La population se dresse alors contre l'envahisseur et entreprend une guerre sainte, un jihâd. La mobilisation se fait dans le cadre des réseaux de solidarité autour des Commandants. A partir de cette date, on ne peut plus parler d'une nation afghane associée à un Etat dirigeant. Une véritable guerre s'engage entre la résistance afghane d'un côté et les Soviétiques et leurs alliés de l'autre. Cette période comporte trois phases distinctes :

- de 1980 à 1986, les Soviétiques cherchent à faire de l'Afghanistan une nouvelle république d'Asie centrale sous la direction de Babrak Karmal ;

- de 1986 à 1989, en raison de l'échec de cette première politique, l'URSS effectue un retrait progressif et tente de mettre en place une politique de réconciliation nationale ;
- de 1989 à 1992, le gouvernement communiste perd progressivement le contrôle des provinces au profit des milices.

Ensuite viennent la chute de Kabul en 1992 et la guerre civile qui, de 1992 à 1994, a profondément marqué les esprits. Ce dernier épisode dramatique fait affirmer à de nombreux observateurs que le pays ne pourra plus jamais redevenir une nation unie.

L'arrivée des Talibans en 1994 a été ressentie comme un soulagement car il ramenait la paix dans le pays. En effet de 1992 à 1994, à Qandahâr par exemple, les groupes se combattent, des hommes en armes écument les rues, aucune administration ne gère la ville. Dans ce contexte, les Talibans apparaissent comme une alternative au désordre : une communauté réconciliée dans la shariat semble préférable à la dissension apportée par les différents partis en lutte. En fait, ce n'est pas par amour que les gens leur souhaitent la bienvenue ; c'est par haine pour les autres partis.³²

Malgré la guerre civile qui s'est poursuivie, les Talibans ont peu à peu reconstruit des institutions, notamment une organisation administrative et un système judiciaire, à partir d'une vision fondamentaliste de la société. La shariat est la seule référence légitime. C'est un retour aux formes de légitimité religieuse de l'Etat afghan dans sa phase de constitution à la fin du XIXe siècle. Il n'y a pas de constitution, ni de corps législatif élu. Le respect de l'ordre moral est imposé avec violence par les Talibans. Les élites urbaines, les populations non pashtounes et les Chiites sont opposés à ce pouvoir qui n'a d'ailleurs jamais été reconnu par la communauté internationale.

Ainsi, non seulement les années de guerre civile de 1992 à 1994 comme les années de règne des Talibans ne constituent pas des périodes favorables à l'unité du pays, mais bien au-delà, cette période douloureuse a marqué en profondeur les esprits et les modes de fonctionnement de la société afghane. C'est donc à partir de données différentes de celles existant avant les périodes troublées qu'il faudra travailler à la reconstruction : les influences extérieures, les intérêts économiques, l'importance relative des critères ethniques et même le sentiment national peuvent avoir évolué.

³² S. GELINAS, Afghanistan, du communisme au fondamentalisme, Paris, L'Harmattan, octobre 2001, p.92.

Les influences étrangères

Le conflit post-communiste afghan a été et continue à être le théâtre d'allégeances instables et de toutes sortes. Les puissances étrangères tentent de s'impliquer en conciliant des intérêts politico-religieux, économiques et stratégiques souvent contradictoires.

Le rôle des Etats-Unis, de l'Arabie Saoudite et du Pakistan

En terme de géopolitique, les USA et l'URSS ont mené la danse dans la région jusqu'en 1989 pour des motifs de domination idéologique. En 1989, après la chute du régime soviétique, les Etats-Unis se sont retirés car ils considèrent alors l'Asie centrale comme une zone sans réel intérêt positif.

Avec l'accord de l'Arabie Saoudite, ils laissent le champ libre au Pakistan pour assurer le retour à la stabilité dans la région. Ce dernier décide alors de chercher à gagner en profondeur stratégique face à l'Inde en s'appuyant sur un Afghanistan sous influence islamique. Le Pakistan a joué la carte pashtoune et fondamentaliste : l'ethnie pashtoune est représentée en nombre tant en Afghanistan qu'au Pakistan. La résistance pashtoune constitue donc un allié facile à encadrer et peut fournir les futurs dirigeants de Kabul. En revanche, si elle était écartée du pouvoir, elle pourrait se replier sur la revendication de la création du Pashtounistan. Ceci interdit donc tout soutien à un mouvement de type nationaliste. Dans un premier temps, le soutien pakistanais va à Golbuddin Hekmatyâr, pashtoune chef du Hezb-i islâmi, parti qui prône la révolution islamique. Il jouit du soutien d'Islamabad jusqu'à l'émergence des Talibans. Il mène ses opérations à partir de ses bases arrières de Peshawar et bénéficie pendant plus de douze ans, de plus de 60% de l'aide financière et militaire fournie par les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite. Mais en dépit de l'appui des services secrets pakistanais, Hekmatyâr ne parvient pas à arracher Kabul à Massoud. Un changement de gouvernement au Pakistan conduit en 1993 à un changement de stratégie : Hekmatyâr perd sa légitimité au profit des Talibans qui deviennent les nouveaux poulains d'Islamabad. L'aide initiale aux Talibans tant américaine que pakistanaise est non négligeable, au moins dans un premier temps. Le principal souci des Etats-Unis est alors de ne pas mécontenter l'allié pakistanais et d'inciter les nouveaux maîtres talibans à éradiquer la culture du pavot.

Par la suite, le Pakistan et, derrière lui, les USA, ont perdu peu à peu le contrôle des Talibans. Sous la pression des opinions occidentales, le régime taliban a progressivement fait l'objet de sanctions internationales qui prétendaient les éloigner du fondamentalisme. La rigidité des rapports, voire ensuite l'absence de tout dialogue, a conduit les Talibans à se replier sur eux-

mêmes, à accentuer leur radicalisation et à resserrer leurs liens avec Al-Qaeda, organisation terroriste implantée sur leur territoire.

Depuis les débuts de l'intervention américaine en Afghanistan, le Pakistan a mis fin à son soutien au régime taliban et a dû laisser la place aux Américains. Lancé dans une lutte sans merci contre le terrorisme, les USA ont repris pied en Afghanistan. Leur présence sera-t-elle de courte durée et limitée aux opérations en cours ou, au contraire, assiste-on à leur retour en Asie centrale ? Les Etats-Unis prennent conscience que la gigantesque ligne de fracture qui va de l'Asie centrale au Proche-Orient, de Kabul à Jérusalem en passant par Islamabad et Riyad, peut déclencher de formidables secousses dans la région. Tout est intimement lié et leur implication pourrait s'inscrire sur le long terme. Côté pakistanais, le président Mousharraf a profité de l'occasion de la lutte contre les Talibans pour renouer des liens qui s'étaient distendus avec les USA et ceci, espère-t-il au détriment de l'Inde. Face à ce dernier, le Pakistan ne peut pas se passer de profondeur stratégique. Son engagement en Afghanistan ne cessera jamais, d'autant que son voisin enclavé est un passage obligé pour fournir à l'Asie centrale un débouché économique vers l'océan Indien.

Les intérêts économiques constituent en effet un autre pôle important de l'engagement pakistanais mais aussi américain en Afghanistan. Jusqu'en 1998, les Etats-Unis se sont vivement intéressés à la place de l'Afghanistan dans le grand jeu pétrolier d'Asie centrale. Sa position stratégique en fait en effet une clé de l'évacuation des ressources d'Asie centrale et commande l'accès aux mers chaudes, mer d'Oman et océan Indien. Les réserves du Kazakhstan, estimées dans les années 1980 de 6 à 9 milliards de barils, sont au cœur de la lutte d'influence économique. Le Turkménistan cherche lui aussi, pour son gaz, un débouché autre que la Russie, qui lui achète à moindre prix du gaz revendu ensuite deux fois plus cher. Pour s'ouvrir le débouché pakistanais, il lui faut traverser l'Afghanistan. C'est ainsi qu'en 1995, Unocal et Delta Oil obtiennent un contrat pour la construction d'un gazoduc reliant le Turkménistan au Pakistan via l'Afghanistan. Ces deux sociétés sont soutenues respectivement par l'administration américaine et par l'Arabie Saoudite. Ces enjeux économiques peuvent ainsi expliquer le soutien initial américain aux Talibans, alors seuls aptes à ramener la paix en Afghanistan.

Il semble toutefois aujourd'hui que ces arguments ont perdu de leur poids. Les réserves d'Asie centrale auraient été surévaluées et les circuits actuels sont suffisamment dimensionnés pour acheminer toute la production de Caspienne et d'Asie centrale, d'autant que l'administration russe de Vladimir Poutine arbore une politique économique moins empreinte de colonialisme et s'engage à payer le gaz turkmène à son juste prix. On ne peut pas non plus parler de crainte sur

l'approvisionnement énergétique à l'heure où la Russie cherche à devenir un partenaire des occidentaux et adopte une politique commerciale et non plus stratégique.

Pour le Pakistan, un débouché sur l'Asie centrale représente cependant par ailleurs un marché d'exportation énorme, qui lui sera à terme indispensable pour compenser les effets de son isolement entre une Inde hostile et un Iran aussi réticent qu'appauvri par des dépenses militaires démesurées. Réciproquement, l'accès au port de Karachi est possible pour l'Asie centrale en utilisant une route passant par l'Afghanistan : la voie royale pour le contrôle de laquelle le Pakistan a abandonné son dauphin Hekmatyâr au profit des Talibans en 1994.

La Russie

La Russie n'envisage pas la question économique sous le même angle. L'indépendance économique que recherche les républiques d'Asie centrale a de quoi l'inquiéter, mais elle redoute surtout à terme la menace islamique et c'est à ce titre qu'elle apportera son soutien aux forces anti-talibanes et notamment à Massoud à partir de 1996. Les Russes vont favoriser l'émergence de l'Alliance du Nord pour contenir l'islam fort et belligérant qui risquerait de s'étendre jusqu'aux frontières du Kazakhstan. Après la chute des Talibans, en misant sur un partenariat avec les USA, la Russie a fait un grand retour en Afghanistan et n'entend pas laisser le champ libre à Washington dans cette région, où elle veut conserver son influence. Pour s'assurer un glacis de protection aux marges de son espace impérial, elle joue la carte des non-Pashtounes. Les Russes poussent ainsi leurs pions en pariant sur un engagement éphémère des Américains, alors que Moscou demeurera un acteur permanent de l'Asie centrale.

L'Iran

Comme la Russie, l'Iran a apporté un fort soutien aux forces anti-talibanes. En plus de financer les partis chiites, il a acheminé une aide massive vers Massoud. D'autre part, des camps d'entraînement ont été ouverts près de la frontière afghane pour former les combattants du commandant Ismaël Khân.

Pour Téhéran, la montée de l'islamisme sunnite est préoccupante. Ce dernier a été longtemps soutenu par les Etats-Unis et l'Iran perçoit cette situation comme une tentative d'encerclement. Aujourd'hui, après la chute des Talibans, si les USA ont remis l'Iran en tête de liste des « Etats voyous », c'est sans doute en raison de camps d'entraînements susceptibles de servir de bases au terrorisme mais c'est aussi pour contrer l'action de Téhéran en Afghanistan. Selon la Maison-Blanche, l'Iran tente en effet de manipuler l'ouest de l'Afghanistan en s'appuyant sur le commandant Ismaël Khân afin de déstabiliser le numéro un afghan Hamid Karzai. Issu du

clan royal, ce dernier est pashtoune et sunnite : la crainte iranienne de l'encerclement n'est pas morte avec la fin du régime précédent et l'implication iranienne restera forte chez son voisin afghan.

L'Inde

Par opposition au Pakistan, l'Inde s'est également largement impliquée dans l'opposition anti-talibane. Le régime taliban assurait en effet au Pakistan une base arrière et de financement en cas de guerre entre les deux pays. L'aide indienne s'est notamment tournée vers le commandant Massoud par le biais d'un approvisionnement en armes et d'un soutien technique.

Le différent indo-pakistanaï qui perdure sur le Cachemire ne peut qu'entretenir la volonté indienne de déstabiliser le Pakistan sur ses arrières afghanes.

La pression internationale et l'attention du monde portée à l'Afghanistan vont, au moins pour un temps, empêcher des pressions directes et néfastes à la réorganisation du pays de la part de ces intervenants extérieurs. Les Pashtounes ne devraient pas être écartés du pouvoir ce qui donnera satisfaction au Pakistan, par ailleurs intéressé économiquement par un retour à la stabilité du pays. Un régime islamique mais non fondamentaliste a des chances d'émerger. La Russie s'en trouvera à coup sûr rassurée. En revanche, l'Iran risque sur le long terme de poursuivre son action déstabilisatrice de soutien aux chiïtes.

Le plus grand risque que court l'Afghanistan aujourd'hui est celui d'une démobilisation internationale trop rapide qui permettrait le retour d'influences extérieures déstabilisatrices.

L'évolution des rapports entre ethnies et le sentiment national

Tout d'abord, il faut noter qu'il n'y a pas en Afghanistan de véritable revendication nationaliste. En effet la carte ethnique du nord du pays, d'une grande complexité, se prête mal à une mobilisation nationaliste. Les pays voisins, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan refusent par ailleurs toute remise en cause de leurs frontières avec l'Afghanistan et ne sont pas prêts à soutenir les Afghans qui viendraient à réclamer leur rattachement à l'un ou l'autre des pays voisins.

L'ethnicisation liée à la guerre civile

Si, à l'origine, dans la guerre contre l'URSS, les aqwâm (sing. qowm) ont constitué les cadres de lutte du jihâd, les années de conflit de l'après 1992 ont modifié les relations. Le départ des

Soviétiques a en effet marqué la politisation du conflit qui a fait place au jihâd. Les partis en concurrence sont instrumentalisés par les pays qui les soutiennent et interviennent massivement : l'Ouzbékistan soutient le Jombesh de Rachid Dostom, l'Iran le Hezb-i-wahdat et Ismaël Khân, le Pakistan le Hezb-i-islâmi d'Hekmatyâr puis les Talibans. Pour sa part le Jamiyat-i-islâmi de Massoud a développé des relations avec l'Inde, l'Iran, la Russie et les pays occidentaux. Ainsi la nature de la guerre change et les forces sont de plus en plus territorialisées. Des lignes de fronts jusqu'ici inconnues apparaissent. L'esprit de jihâd qui avait soudé la population face aux Soviétiques se perd progressivement.

Pris dans une logique de concurrence, les acteurs politiques doivent alors définir des objectifs et des stratégies de mobilisation pour se différencier. Les pashtounes du Hezb-i-islâmi jouent par exemple la carte de l'ethnicité pashtoune pour essayer de cristalliser cette partie de la population dans leur combat. De même, les partis Jombesh et Hezb-i-wahdat revendiquent respectivement la représentation des turcophones (ouzbek et turkmènes) et des Hazâras.

Il faut donc aujourd'hui espérer que les Afghans sauront surmonter cette ethnicisation et verront avant tout l'avantage du retour à la paix et non pas leurs différences.

Les premiers événements et les rivalités qui perdurent depuis la chute des Talibans ne permettent pas de plonger dans un optimisme béat. Au début de chacune des périodes de stabilité, c'est souvent par la force que l'amir ou le roi a imposé le calme dans le pays. Dans l'attente de la reconstitution d'un véritable Etat afghan, il semble que seule la force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) soit aujourd'hui apte à dissuader les différents commandants afghans à en venir à la lutte armée. Cette force internationale ne dispose cependant pour l'instant que d'un mandat de six mois et de pouvoirs très limités.

Le sentiment national afghan

La composante ethnique fait partie de la donne afghane et elle a été renforcée par les influences extérieures. Cependant, il existe bel et bien un sentiment national afghan, même si les contours de cette conscience nationale restent assez vagues. Les liens sont principalement religieux et linguistiques. Même si les fermetures d'écoles ont diminué l'étendue des deux langues auparavant nationales, les Afghans se reconnaissent dans leur pratique du dari.

Ce sentiment est mesurable chez les réfugiés du Pakistan. En exil, l'identité afghane était la seule reconnue par le Pakistan au détriment des identités régionales ou tribales. La confrontation à un mode de vie assez différent crée aussi le sentiment d'une proximité entre les exilés qui partagent sinon les mêmes opinions, du moins certains intérêts. Dans le même sens,

la présence de centaines de milliers de Pashtounes au Pakistan a souvent créé des tensions entre des populations nouvellement arrivées et le pays d'accueil, ce qui a pu renforcer le sentiment d'être afghan au détriment d'une identité pashtoune transfrontalière par exemple. Bien que 70% des réfugiés viennent des provinces afghanes frontalières au Pakistan, il n'y a pas eu d'intégration entre populations locales et réfugiés.

La pérennité de ce sentiment national laisse penser que le pays n'est pas sur le point d'éclater. En revanche, il ne suffit pas à garantir une véritable unité de la nation afghane.

Les capacités économiques

Très médiatisé, le processus de Bonn a jeté les bases d'une structure gouvernementale provisoire. Une administration intérimaire multiethnique assure le fonctionnement du pays pendant les six mois nécessaires à la convocation d'un grand conseil traditionnel, la Loya Jirga. Cette dernière désignera une autorité transitoire qui dirigera l'Afghanistan jusqu'à ce qu'un gouvernement pleinement représentatif soit élu. Enfin, une deuxième Loya Jirga « constitutionnelle » sera convoquée dans les dix-huit mois suivants, afin d'adopter une constitution. Jusqu'à l'adoption de la constitution, l'accord prévoit d'appliquer celle de 1964, adoptée sous le règne de Zâher Shâh. Les références constitutionnelles relatives à la monarchie et aux corps exécutif et législatif en sont toutefois exclues.

Il est certain que la clé de la solution afghane est politique mais elle passe aussi par une nécessaire reconstruction économique. Les instances internationales et les grandes puissances l'ont bien compris. Les 21 et 22 janvier 2002, une conférence s'est réunie à Tokyo pour se pencher sur le chevet d'un Afghanistan ravagé. Elle a rassemblé une soixantaine de pays et dix-huit organisations internationales pour mettre au point l'assistance dont a besoin le pays. Avec près de 5 milliards de dollars promis pour les deux prochaines années, les engagements pris à Tokyo apportent un message de ferme soutien politique au gouvernement provisoire d'Hamid Karzai. Cette somme est cependant loin d'atteindre les 15 milliards de dollars dont l'Afghanistan aura besoin au cours des décennies à venir.

Le véritable défi auquel est confronté le gouvernement intérimaire est de reconstruire un Etat. Il est important qu'il dispose de moyens pour asseoir sa crédibilité et être en mesure de se doter d'une armée et d'une police pour assurer la sécurité et éviter que le désordre ne s'installe. Mais l'argent peut-il suffire à aider le pays à se relever ? Certes, une coordination de la reconstruction sera conduite par un organisme de pilotage de l'assistance internationale mais le gouvernement intérimaire sera-t-il capable de remettre suffisamment d'ordre dans ce pays

détruit pour qu'il puisse absorber efficacement et sans corruption cet important flux d'argent. Aujourd'hui, l'accord lié aux aides économiques intéresse tous les partis en présence qui savent qu'ils gagneront à accepter de travailler ensemble. Cette unité n'est-elle pas que de façade et pourra-t-elle résister sur le long terme ?

Les aides ne se prolongeront pas de manière infinie dans le temps et la question de la viabilité économique du pays reste posée. L'échec économique a été la raison principale de la chute du roi Zâher Shâh en 1973 et a mis fin à une longue période de stabilité.

L'Afghanistan d'aujourd'hui ne dispose pas de véritables atouts pour réussir la relance économique. L'agriculture est sinistrée à la fois par la sécheresse qui perdure et par la destruction des systèmes d'irrigation. Les aides peuvent permettre la reconstruction des canaux mais il restera à relancer le capital humain. Les énergies sont actuellement plus tournées vers la production de l'opium, activité beaucoup plus lucrative. L'Afghanistan s'était hissé en 1999 au premier rang mondial avec environ 70% de la production au plus fort du règne des Talibans. Les agriculteurs survivent difficilement avec des récoltes de fruits et de légumes alors que le pavot leur permet de gagner jusqu'à 50 fois plus. Il sera difficile de les détourner de cette activité.

Ne possédant pas de ressources propres, le pays a longtemps vécu du commerce. L'Afghanistan et notamment Kabul ont été par le passé à la croisée des échanges économiques entre l'Occident et l'Orient. Dans un pays dévasté qui ne possède plus aucune infrastructure, il n'est plus possible de compter sur les revenus tirés des échanges commerciaux pour survivre.

Quand toutes les aides internationales seront épuisées, l'Etat afghan devra montrer sa capacité à assurer l'autosuffisance alimentaire s'il veut maintenir l'unité du pays. Il devra ensuite s'atteler à la difficile tâche de la modernisation progressive de l'économie du pays.



Dans le cadre de sa reconstruction, l'Afghanistan peut retrouver son unité perdue à condition qu'il fasse fi des luttes intestines.

Certains prônent la création d'un Etat fédéral mais cette solution n'est pas viable en raison de la complexité de la carte ethnique. La solution qui s'est dessinée à Bonn semble aujourd'hui la mieux adaptée. Elle ne sera couronnée de succès que si l'accord politique est suivi de progrès

économiques permettant aux habitants de reprendre confiance dans le gouvernement. Les Afghans ont aujourd'hui conservé leur sentiment national mais ils ont repris l'habitude de s'appuyer sur les commandants locaux plus que sur un gouvernement central. Seule la confiance des Afghans dans le nouveau gouvernement peut mettre fin à des rivalités ethniques maintenant exacerbées.

CONCLUSION

Les modes de fonctionnement qui régissent l'Afghanistan sont complexes. A la mosaïque ethnique, se superpose le poids de systèmes de codification tribaux ou religieux. Notre esprit occidental privilégie le raisonnement cartésien. En Orient, les réseaux de solidarité, le devoir d'accueil et la vendetta s'entremêlent pour orienter les comportements sans qu'aucun Occidental ne puisse comprendre le fil directeur suivi par son interlocuteur. Cette incompréhension explique le scepticisme actuel en ce qui concerne l'avenir de l'Afghanistan. Comment ce pays peut-il se redresser alors que les vingt dernières années ont mis en exergue les dissensions qui ont entretenu la guerre civile ?

En réponse à la question « Afghanistan : impossible nation ? », l'histoire permet de donner quelques notes d'espoir dans la capacité de ce pays à redresser la tête. De 1880 à 1973, l'Afghanistan a connu une période de bonne stabilité. Un retour à cette situation n'est donc pas impossible.

Cependant, l'exemple des années 1992-1994 prouve, selon certains, que les différentes factions en présence sont désormais incapables de gouverner ensemble et qu'elles s'entre-déchireront dès que la force internationale se désengagera. C'est sans doute trop douter du sentiment national afghan. En 1992, la montée en puissance des affrontements n'a pas été le fait de toutes les parties. Cette responsabilité incombe principalement à Hekmatyâr, Pashtoune rival de Massoud et soutenu par le Pakistan. Or cette volonté farouche de prolonger le conflit, malgré la mise en place d'un comité de sécurité destiné à gouverner le pays, résulte du refus pakistanais de voir l'Alliance du Nord, et notamment Massoud, posséder une part de pouvoir. Ceci montre que les dissensions afghanes ont résulté avant tout des pressions extérieures.

L'ethnisation créée par les années de guerre civile sera dure à surmonter, d'autant que les défis qui attendent le nouveau gouvernement dans le domaine économique compliqueront sa légitimation auprès de la population. La solution afghane sera sans doute longue à se dessiner. Le pays peut cependant retrouver la voie de l'unité à condition de savoir retrouver le bon équilibre entre les modes de fonctionnement tribaux traditionnels, les modes de fonctionnement religieux et une modernisation progressive des institutions de l'Etat. Ce travail ne peut être que de longue haleine dans un pays où le ciment de la raison, évoqué par Honoré d'Estienne d'Orves, est plus difficile à cerner que dans nos structures occidentales.

ANNEXE 1
L'AFGHANISTAN – CARTE PHYSIQUE



Source : dictionnaire Hachette multimédia encyclopédique

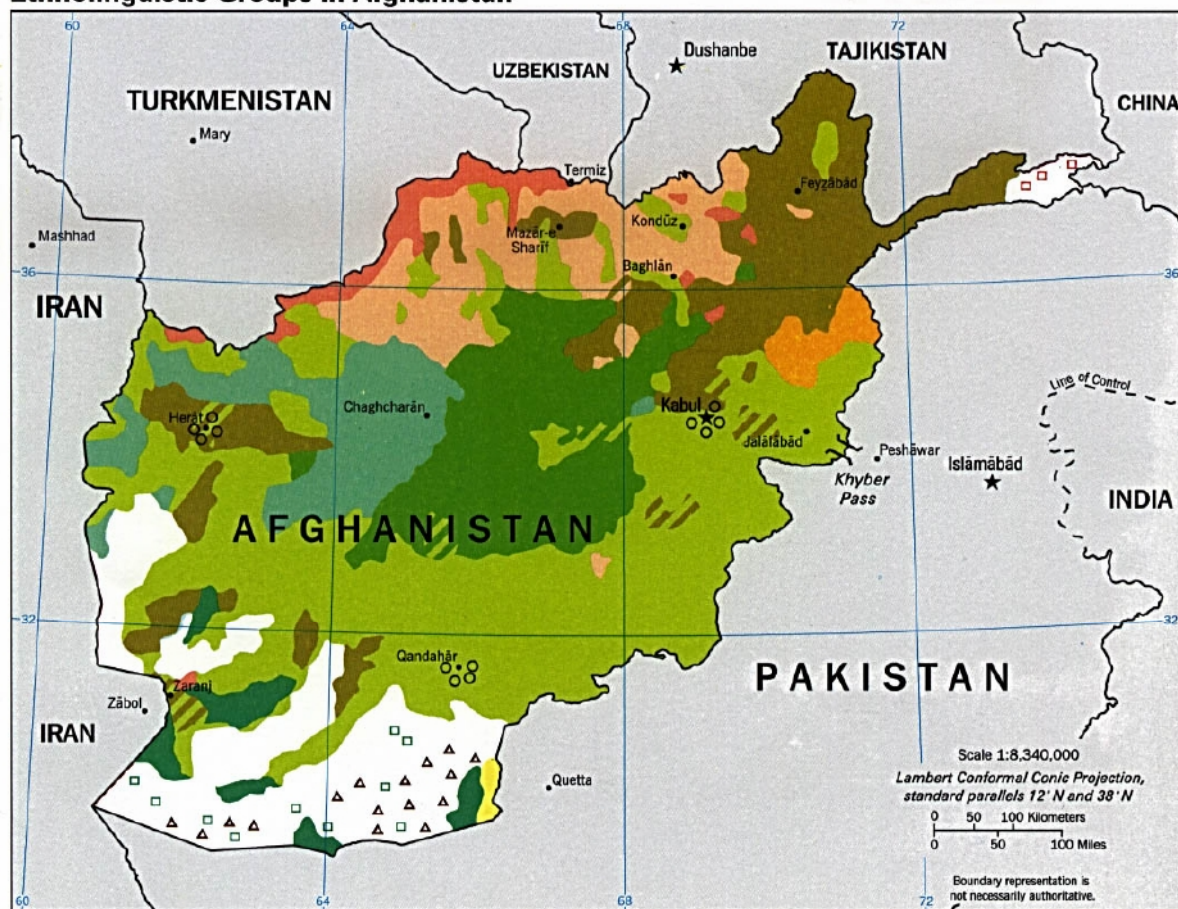
ANNEXE 2
L'AFGHANISTAN – ETAT TAMPON



Source : site internet arte-tv.com

ANNEXE 3
UNE MOSAÏQUE ETHNIQUE

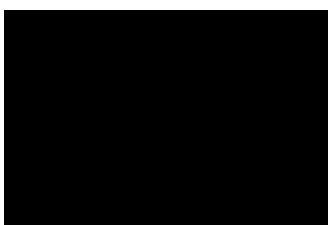
Ethnolinguistic Groups in Afghanistan



- | Iranian | Turkic | Other |
|---|--|---|
| Baloch | Kirghiz | Brahui |
| Aimak | Turkmen | Nuristani |
| Hazara | Uzbek | Sparsely populated or uninhabited |
| Pashtun
<i>Durrani, Ghilzai</i> | | |
| Qizilbash | | |
| Tajik | | |

Source : site internet lib.utexas.edu

ANNEXE 4
VEXILLOLOGIE



Avant 1901



1901 –1919



1919 – sept 1928
Jan 1929 – oct 1929



Sep 1928 – Jan 1929



Oct 1929 – 1930



1930 – mai 1974



Mai 1974 – avr 1978



Avr 1978 – oct 1978



Oct 1978 – avr 1980



Avr 1980 – nov 1987



Nov 1987 – avr 1992



Avr 1992– déc 1992



Depuis le 2 déc 1992



Drapeau taliban
25 oct 1997 – 13 nov 2001

ANNEXE 5 L'AFGHANISTAN VU PAR ENGELS

Article paru dans « Le Monde » le 3 octobre 2001

C'est une véritable leçon d'histoire et de géographie que propose Friedrich Engels dans ce texte publié en 1858 par « The New American Cyclopaedia ». Après une description très détaillée de l'Afghanistan, il raconte l'échec des Britanniques à le conquérir.

AFGHANISTAN : grand pays d'Asie au nord-ouest de l'Inde. Il s'étend entre le Pakistan et les Indes, et de l'autre côté entre l'Hindu Kush et l'Océan Indien. Le pays incluait jadis les provinces persanes du Khorassan et du Kohistan, ainsi que Herat, le Bélouchistan, le Cachemire et le Sind et une grande partie du Punjab. Dans ses frontières actuelles, il ne comporte sans doute pas plus de 4 000 000 d'habitants. La géographie de l'Afghanistan est très irrégulière : hauts plateaux, montagnes élevées, vallées profondes et ravins. Comme tous les pays tropicaux et montagneux, on y trouve tous les climats. Dans l'Hindu Kush, la neige recouvre toute l'année les sommets élevés, tandis que dans les vallées, le thermomètre peut atteindre 55°C. Il fait plus chaud à l'est qu'à l'ouest, mais le climat est dans l'ensemble moins chaud qu'en Inde ; si les variations de température entre l'été et l'hiver, ou le jour et la nuit, sont très importantes, le pays est sain.

Les fièvres, les catarrhes et les ophtalmies sont les principales maladies. De temps en temps, la variole fait des ravages. Le sol est d'une fertilité exubérante. Les dattiers prospèrent dans les oasis des déserts de sable, la canne à sucre et le coton dans les vallées chaudes ; les fruits et les légumes européens poussent en abondance sur les terrasses des collines jusqu'à 1 800 ou 2 100 mètres d'altitude. Les montagnes sont couvertes de forêts nobles, fréquentées par des ours, des loups et des renards ; on trouve le lion, le léopard et le tigre dans des régions convenant à leur mode de vie. Les animaux utiles à l'homme ne manquent pas. On trouve une belle race de moutons persans à grande queue. Les chevaux sont des pur-sang de bonne taille. Le chameau et l'âne sont utilisés comme bêtes de somme et on trouve beaucoup de chèvres, de chiens et de chats.

Outre l'Hindu Kush, qui est une continuation de l'Himalaya, il existe une chaîne montagneuse appelée Sulaiman, au sud-ouest ; entre l'Afghanistan et Balkh, se trouve une chaîne, le Paropamisos, mais très peu d'informations la concernant sont parvenues jusqu'en Europe. Les rivières sont peu nombreuses ; l'Hilmand et la Kaboul sont les plus importantes. Elles prennent leur source dans l'Hindu Kush ; la Kaboul coule vers l'est et se jette dans l'Indus près d'Attock, l'Hilmand coule vers l'ouest, traverse la région du Seistan et se jette dans le lac de Zurrah. L'Hilmand a la particularité d'inonder ses rives tous les ans, comme le Nil, fertilisant ainsi le sol qui, au-delà des limites de l'inondation, est un désert de sable.

Les principales villes d'Afghanistan sont Kaboul, la capitale, Ghazni, Peshawar et Kandahar. Kaboul est une belle ville à 34°10' de latitude nord et 60°43' de longitude est, sur la rivière du même nom. Les bâtiments, construits en bois, sont propres et spacieux, et la ville, entourée de beaux jardins, est très plaisante. Environnée de villages, elle est située au milieu d'une grande

plaine encerclée par des collines peu élevées. Le tombeau de l'empereur Babur en est le principal monument.

Peshawar est une grande ville dont la population est estimée à 100 000 habitants. Ghazni, ville autrefois renommée et ancienne capitale du grand sultan Mahmoud, a perdu son rang et est devenue une ville pauvre.

Kandahar a été fondée en 1754, sur le site d'une ancienne cité. Elle a été la capitale durant quelques années, mais, en 1774, le siège du gouvernement a été déplacé à Kaboul. On pense qu'elle compte 100 000 habitants. Près de la ville se trouve le tombeau de Shah Ahmed, fondateur de la ville. C'est un asile sacré au point que même le roi ne peut en déloger un criminel qui a trouvé refuge dans ses murs.

La position géographique de l'Afghanistan et le caractère particulier de son peuple confèrent au pays une importance politique qu'il ne faut pas sous-estimer dans les affaires d'Asie centrale. C'est une monarchie, mais l'autorité du roi sur ses sujets fougueux et turbulents est personnelle et très incertaine. Le royaume est divisé en provinces ; chacune est dirigée par un représentant du souverain qui perçoit les revenus et les remet à la capitale.

Les Afghans sont un peuple courageux, résistant et indépendant. Ils se consacrent essentiellement à l'élevage et à l'agriculture et évitent le commerce qu'ils abandonnent avec mépris aux Hindous et à d'autres habitants des villes. Pour eux, la guerre est exaltante et les soulage de leurs occupations monotones et industrielles.

Les Afghans sont divisés en clans sur lesquels les chefs exercent une sorte de suprématie féodale. Leur haine indomptable des règles et leur amour de l'indépendance individuelle sont les seuls obstacles à ce que leur pays devienne une nation puissante. Néanmoins, cette absence de règles et ce caractère imprévisible en font des voisins dangereux ; ils risquent de se laisser porter par sautes d'humeur ou d'être excités par des intrigants qui soulèvent astucieusement leurs passions. Les deux principales tribus, les Dooranees et les Ghilgies, se querellent sans cesse.

Le contingent militaire est principalement fourni par les Dooranees ; le reste de l'armée est recruté dans les autres clans ou parmi des aventuriers qui s'engagent dans l'espoir d'une paie ou d'un butin. Dans les villes, la justice est rendue par des cadis, mais les Afghans ont rarement recours à la loi. Leurs khans ont le droit de châtier ; ils ont même le droit de vie ou de mort. La vengeance par le sang est un devoir familial ; néanmoins, en dehors de toute provocation, ils sont considérés comme un peuple libéral et généreux. Les devoirs de l'hospitalité sont sacrés au point qu'un ennemi mortel qui mange le pain et le sel, même s'il y parvient par un stratagème, est à l'abri de la vengeance et peut même réclamer la protection de son hôte contre tout autre danger. Ils sont de religion musulmane et appartiennent à la secte sunnite, mais ils ne sont pas sectaires et les alliances entre chiites et sunnites sont courantes.

L'Afghanistan a été successivement soumis à la domination moghole et persane. Avant l'arrivée des Anglais sur les rivages de l'Inde, les invasions étrangères qui ont balayé les plaines de l'Hindoustan provenaient toujours d'Afghanistan. Le sultan Mahmud le Grand, Gengis Khan, Tamerlan et Nadir Shah ont tous emprunté cette voie. En 1747, après la mort de Nadir, Shah Ahmed, qui avait appris l'art de la guerre sous les ordres de cet aventurier militaire, décida de se débarrasser du joug de la Perse. Sous son règne, l'Afghanistan parvint au sommet de sa grandeur et de sa prospérité pour l'époque moderne. (...)

En 1809, Napoléon envoya le général Gardane en Perse, dans l'espoir d'amener le Shah (Fath Ali) à envahir l'Inde ; le gouvernement indien envoya un représentant (Mountstuart Elphinstone) à la cour de Shah Soojah pour constituer une opposition à la Perse. A cette époque, le pouvoir et la renommée de Ranjit Singh croissaient. Ce chef sikh, par son génie, réussit à rendre son pays indépendant des Afghans et fonda un royaume au Punjab ; il gagna le titre de maharajah (grand rajah) et le respect du gouvernement anglo-indien. Mahmud, l'usurpateur, ne devait toutefois pas profiter longtemps de son triomphe. Futteh Khan, son vizir, qui avait oscillé entre Mahmud et Shah Soojah selon ce que lui dictaient son ambition et son intérêt passager, fut capturé par Kamran, le fils du roi ; on lui creva les yeux puis on l'exécuta cruellement.

La puissante famille du vizir assassiné jura de venger sa mort. On remplaça la marionnette Shah Soojah sur le devant de la scène et on chassa Mahmud. Shah Soojah ayant offensé, il fut bientôt déposé et un autre frère fut couronné à sa place. Mahmud s'enfuit à Herat, qu'il possédait toujours, et en 1829, à sa mort, son fils Kamran lui succéda au gouvernement de cette région. La famille Bairukshee, parvenue au pouvoir, se partagea le territoire, mais, selon l'usage du pays, elle se disputait sans cesse et ne retrouvait l'union qu'en présence d'un ennemi commun. L'un des frères, Mohammed Khan, tenait la ville de Peshawar pour laquelle il payait tribut à Ranjit Singh ; un autre tenait Ghazni, un troisième Kandahar, tandis que Dost Mohammed, le plus puissant de la famille, régnait sur Kaboul.

En 1835, le capitaine Alexander Burnes fut envoyé comme ambassadeur auprès de ce prince ; à cette époque, la Russie et l'Angleterre intriguaient l'une contre l'autre en Perse et en Asie centrale. Il proposa une alliance que le Dost ne fut que trop content d'accepter, mais le gouvernement anglo-indien exigeait tout de lui et n'offrait absolument rien en échange. Pendant ce temps, en 1838, les Persans, avec l'aide et les conseils de la Russie, assiégèrent Herat, clé de l'Afghanistan et de l'Inde ; un Persan et un agent russe arrivèrent à Kaboul et le Dost, par suite du refus continu de tout véritable engagement de la part des Anglais, fut finalement contraint de recevoir les avances d'autres parties.

Burnes partit, et Lord Auckland, alors gouverneur général des Indes, influencé par son secrétaire W. McNaghten, décida de punir Dost Mohammed pour ce qu'il l'avait lui-même obligé à faire. Il prit la résolution de le détrôner et d'installer à sa place Shah Soojah, devenu pensionné du gouvernement indien. Un traité fut conclu avec Shah Soojah et avec les Sikhs. Le Shah commença à rassembler une armée, payée et commandée par les Anglais ; une troupe anglo-indienne fut concentrée sur le Sutlej. McNaghten, secondé par Burnes, devait accompagner l'expédition en Afghanistan en qualité d'envoyé. Pendant ce temps, les Persans avaient levé le siège de Herat et la seule raison valable pour une intervention en Afghanistan avait disparu ; pourtant, en décembre 1838, l'armée marcha sur la province de Sind, contrainte à la soumission et au paiement d'une contribution au bénéfice des Sikhs et de Shah Soojah.

Le 20 février 1839, l'armée britannique franchit l'Indus. Elle était constituée d'environ 12 000 hommes accompagnés de plus de 40 000 civils, sans compter les nouvelles troupes levées par le Shah. Le col de Bolan fut franchi en mars. Le manque de provisions et de fourrage commença à se faire sentir ; les chameaux tombaient par centaines et une grande partie des bagages fut perdue. Le 7 avril, l'armée arriva au col de Khojak, le franchit sans résistance et, le 25 avril, elle pénétra à Kandahar, que les princes afghans, frères de Dost Mohammed, avaient abandonnée. Après un repos de deux mois, Sir John Keane, le commandant, avança avec le principal corps d'armée vers le nord, laissant une brigade à Kandahar sous les ordres de Nott.

Ghazni, la place forte imprenable d'Afghanistan, fut conquise le 22 juillet ; un déserteur avait informé l'armée que la porte de Kaboul était la seule à ne pas avoir été murée. Elle fut donc renversée et la place prise d'assaut. Après ce désastre, l'armée rassemblée par Dost Mohammed se dispersa immédiatement et Kaboul ouvrit aussi ses portes le 6 août. Shah Soojah fut installé sur le trône en bonne et due forme, mais la véritable direction du gouvernement resta aux mains de McNaghten, qui payait également toutes les dépenses de Shah Soojah sur le trésor indien.

La conquête de l'Afghanistan semblait accomplie et une part considérable des troupes fut renvoyée. Mais les Afghans n'étaient en rien satisfaits d'être gouvernés par les kafir feringhee (les infidèles européens) et tout au long des années 1840 et 1841, les insurrections se succédèrent dans toutes les régions du pays. Les troupes anglo-indiennes devaient sans arrêt être en mouvement. McNaghten déclara pourtant que c'était la situation normale de la société afghane et écrivit en Angleterre que tout se passait bien et que l'autorité de Shah Soojah prenait racine. Les avertissements des officiers militaires et des autres agents politiques restèrent sans effet. Dost Mohammed s'était rendu aux Anglais en octobre 1840 et avait été envoyé en Inde ; toutes les insurrections de l'été 1841 furent réprimées avec succès.

En octobre, McNaghten, nommé gouverneur de Bombay, avait l'intention de partir pour l'Inde avec un autre corps d'armée. Mais la tempête éclata. L'occupation de l'Afghanistan coûtait 1,25 million de livres par an au trésor indien : il fallait payer 16 000 soldats, les anglo-indiens et ceux de Shah Soojah, en Afghanistan ; 3 000 autres se trouvaient dans le Sind et le col de Bolan. Les fastes royaux de Shah Soojah, les salaires de ses fonctionnaires, et toutes les dépenses de sa cour et de son gouvernement étaient payés par le trésor indien. Enfin, les chefs afghans étaient subventionnés, ou plutôt soudoyés, par la même source, afin de les empêcher de nuire.

McNaghten fut informé de l'impossibilité de continuer à dépenser de l'argent à ce rythme. Il tenta de restreindre les dépenses, mais la seule façon d'y parvenir était de réduire les allocations des chefs. Le jour même où il tenta de le faire, les chefs fomentèrent une conspiration dans le but d'exterminer les Anglais ; McNaghten en personne servit à provoquer la concentration des forces insurrectionnelles qui, jusqu'ici, avaient lutté séparément contre les envahisseurs, sans unité ni concertation. Il ne fait pas de doute, non plus, que, à ce moment-là, la haine de la domination britannique sur les Afghans avait atteint son apogée.

A Kaboul, les Anglais étaient commandés par le général Elphinstone, un vieil homme goutteux, indécis et complètement désemparé, qui donnait sans arrêt des ordres contradictoires. Les troupes occupaient une sorte de camp fortifié, si étendu que la garnison suffisait à peine à garder les remparts, encore moins à détacher des hommes pour agir sur le terrain. Les ouvrages étaient si imparfaits qu'on pouvait franchir à cheval le fossé et le parapet. Comme si cela ne suffisait pas, le camp était dominé, presque à portée de mousquet, par les hauteurs voisines ; pour couronner l'absurdité de ces aménagements, toutes les provisions et le matériel médical se trouvaient dans deux forts distincts à quelque distance du camp, dont ils étaient séparés par des jardins entourés de murs et par un autre petit fort que les Anglais n'occupaient pas. La citadelle de Bala Hissar à Kaboul aurait offert des quartiers d'hiver solides et splendides à toute l'armée mais, pour faire plaisir à Shah Soojah, elle n'était pas occupée.

Le 2 novembre 1841, l'insurrection éclata. La maison d'Alexander Burnes, en ville, fut attaquée et il fut assassiné. Le général anglais ne fit rien et l'impunité renforça l'insurrection. Elphinstone, complètement désemparé, à la merci de toute sorte de conseils contradictoires, parvint très vite à la confusion que Napoléon a décrite en trois mots : ordre, contordre,

désordre (Bonaparte). Le Bala Hissar n'était toujours pas occupé. Quelques compagnies furent envoyées contre les milliers d'insurgés et furent naturellement battues, ce qui enhardit plus encore les Afghans.

Le 3 novembre, les forts proches du camp furent occupés. Le 9, le fort de l'intendance (défendu par seulement 80 hommes) fut pris par les Afghans, et les Anglais n'eurent plus rien à manger. Le 5, Elphinstone parlait déjà d'acheter le droit de sortir du pays. En fait, au milieu du mois de novembre, son indécision et son incapacité avaient tellement démoralisé les troupes que ni les Européens ni les cipayes n'étaient en état de rencontrer les Afghans sur le champ de bataille. Les négociations débutèrent. Durant celles-ci, McNaghten fut assassiné lors d'une conférence avec les chefs afghans. La neige commença à recouvrir le sol, les provisions se firent rares. Finalement, le 1^{er} janvier, la capitulation fut conclue. Tout l'argent, 190 000 livres, devaient être remis aux Afghans et des effets signés pour 140 000 livres supplémentaires. Toute l'artillerie et les munitions, à l'exception de six canons de six et trois pièces d'artillerie mobiles, devaient rester sur place. Tout l'Afghanistan devait être évacué. En contrepartie, les chefs promettaient un sauf-conduit, des provisions et des bêtes de sommes.

Le 5 janvier, les Anglais quittèrent le pays, 4 500 soldats et 12 000 civils les accompagnant. Une journée de marche suffit à dissiper les derniers vestiges d'ordre et à mélanger les soldats et les civils en une confusion épouvantable rendant toute résistance impossible. Le froid, la neige et le manque de nourriture eurent le même effet que lors de la retraite de Moscou de Napoléon, en 1812. Mais à la place des Cosaques se tenant à une distance respectable, les tireurs d'élite afghans furieux, armés de mousquets à longue portée, occupaient toutes les hauteurs et harcelaient les Anglais. Les chefs qui avaient signé la capitulation ne pouvaient ni ne voulaient retenir les tribus des montagnes. Le col de Koord-Kaboul fut le tombeau de presque toute l'armée et les quelques survivants, moins de 200 Européens, tombèrent à l'entrée du col de Jugduluk. Un seul homme, le docteur Brydon, réussit à atteindre Jalalabad et raconta l'histoire. Beaucoup d'officiers avaient cependant été faits prisonniers par les Afghans ; Jalalabad était tenue par la brigade de Sale. Sa capitulation fut réclamée, mais il refusa d'évacuer la ville, de même que Nott à Kandahar. Ghazni était tombée ; plus un seul homme dans la place ne savait se servir de l'artillerie et les cipayes avaient succombé au climat.

Pendant ce temps, près de la frontière, les autorités britanniques, dès qu'elles avaient appris le désastre de Kaboul, avaient concentré à Peshawar les troupes destinées à la relève des régiments d'Afghanistan. Mais les moyens de transport faisaient défaut et un grand nombre de cipayes tombaient malades. En février, le général Pollock prit le commandement et, à la fin de mars 1842, il reçut des renforts. Il força le col de Khyber et avança pour se porter au secours de Sale à Jalalabad. Quelques jours plus tôt, Sale avait complètement vaincu l'armée afghane qui le cernait. Lord Ellenborough, gouverneur général des Indes, ordonna aux troupes de se replier, mais Nott et Pollock trouvèrent une bonne excuse en prétextant le manque de moyens de transport. Finalement, début juillet, l'opinion publique en Inde contraignit Lord Ellenborough à faire quelque chose pour restaurer l'honneur de la nation et le prestige de l'armée britannique ; en conséquence, il autorisa l'avance sur Kaboul à partir de Kandahar et de Jalalabad.

Mi-août, Pollock et Nott étaient parvenus à un accord concernant leurs mouvements et, le 20 août, Pollock fit route vers Kaboul, atteignit Gundamuck, battit une troupe afghane le 23, enleva le col de Jugduluk le 8 septembre, vainquit les forces rassemblées de l'ennemi le 13 à Tezeen et dressa le camp le 15 sous les murs de Kaboul. Pendant ce temps, Nott évacua Kandahar le 7 août et marcha avec toutes ses troupes vers Ghazni. Après quelques combats peu importants, il vainquit une grosse armée d'Afghans le 30 août, s'empara de Ghazni,

abandonnée par l'ennemi le 6 septembre, détruisit les ouvrages de la ville, battit de nouveau les Afghans dans la place forte d'Alydan et, le 17 septembre, arriva près de Kaboul où Pollock entra immédiatement en communication avec lui. Shah Soojah avait été assassiné longtemps avant par certains chefs et, depuis lors, il n'y avait plus de gouvernement réel en Afghanistan ; Futeh Jung, son fils, n'était roi que de nom. Pollock envoya un détachement de cavalerie après les prisonniers de Kaboul, mais ceux-ci avaient réussi à soudoyer leurs gardes et ils l'affrontèrent sur la route.

En représailles, le bazar de Kaboul fut détruit et, à cette occasion, les soldats pillèrent une partie de la ville et massacrèrent un grand nombre d'habitants. Le 12 octobre, les Anglais quittèrent Kaboul et rentrèrent en Inde en passant par Jalalabad et Peshawar. Futeh Jung, désespérant de sa fonction, les suivit. Dost Mohammed, libéré de captivité, reprit son royaume. Ainsi s'acheva la tentative des Anglais pour installer un prince de leur fabrication en Afghanistan.

Traduit de l'anglais par Florence Lévy-Paoloni.

Friedrich Engels

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- BALENCIE Jean-Marc – De La GRANGE Arnaud, Mondes rebelles, Courtry, Edition Michalon, janvier 1999
- CHAUPRADE Aymeric, Géopolitique, Constantes et changements dans l’histoire, Paris Ellipses, août 2001
- DORRONSORO Gilles, La révolution afghane, Clamecy, Karthala, novembre 2001
- ETIENNE Gilbert, Imprévisible Afghanistan, Paris, Presses de Science Po, 2002
- GELINAS Sylvie, Afghanistan, du communisme au fondamentalisme, Paris, L’Harmattan, octobre 2001
- ROY Olivier, L’échec de l’Islam politique, Paris, Esprit-Seuil, 1992

ARTICLES

- « *Spécial Afghanistan* », dossier, Le Point, numéro du 9 novembre 2001
- « Afghanistan », dossier, Le Point, numéro du 16 novembre 2001
- DELCORDE Raoul, « Géopolitique de l’Afghanistan », Défense nationale, 2001.
- EPSTEIN Marc – LUKSIC Vanja, « Les Afghans, un peuple otage de l’Histoire », L’Express, novembre 2001
- MARMANDE Francis, « En un siècle, l’Afghanistan a changé dix-sept fois de drapeau national », Le Monde, vendredi 4 janvier 2002
- POCHOY Michel, « In bed with Musharraf... ou les liaisons dangereuses afghano-pakistanaïses », Revue des anciens élèves de l’Ecole de l’air, n°167, décembre 2001
- ROY Olivier, « Le réseau des madrasas », Le Monde, 20 octobre 2001

SITES INTERNET

- arte-tv.com
- lib.utexas.edu
- fsa.ulaval.ca
- ciral.ulaval.ca/alx/amlxmonde/asiе/afghanistan.htm
- odci.gov/cia/publications/factbook/geos/af.html
- geocities.com/CapitolHill/Senate/2785/Afghanistan.htm
- encyclo.voilà.fr

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
I. Un pays écartelé et complexe	4
<u>11. Les caractéristiques géographiques</u>	4
Un pays enclavé	4
Un relief escarpé	5
Des communications difficiles	5
<u>12. Les données historiques</u>	6
Un carrefour de civilisations	6
Un Etat tampon aux frontières artificielles	6
<u>13. Les langues</u>	7
La langue pashtou	8
La langue dari	8
<u>14. Une mosaïque ethnique</u>	9
Les Pashtounes	10
Les Tadjiks	10
Les Hazâras	10
Les Ouzbeks	11
Les Turkmènes	11
Les Aimaks	12
Les Nuristanis	12
Les Brahuis	12
Les Baloutches	12
<u>15. Les religions</u>	12
<u>16. Le poids des modes de fonctionnement traditionnels et religieux</u>	13
Le qowm, réseau de solidarité	13
Les systèmes de codification	14
Les représentants et les personnalités	14
Autorités religieuses	15
Autorités tribales	15
Les organes de décision	16

II. Peut-on parler d'une nation afghane?	18
<u>21. Quelle définition de la nation ?</u>	19
<u>22. Le passé</u>	20
Etude de la vexillologie	20
La période 1747-1880 : le souverain est primus inter pares	21
La période 1880-1929 : le souverain se revendique d'un pouvoir de source divine	22
Abdul Rahman Khân, artisan de l'unité	22
La modernisation sous le règne d'Amânullah Khân	24
La période 1929-1978 : le développement du nationalisme	25
La pashtounisation	25
L'appel à l'aide extérieure	26
La limitation du pouvoir des khân et des religieux	27
L'éducation	27
L'échec de la monarchie parlementaire	28
<u>23. L'avenir</u>	30
Les événements de l'après-1978	30
Les influences étrangères	32
Le rôle des Etats-Unis, de l'Arabie Saoudite et du Pakistan	32
La Russie	34
L'Iran	34
L'Inde	35
L'évolution des rapports entre ethnies et le sentiment national	35
L'ethnisation liée à la guerre civile	35
Le sentiment national afghan	36
Les capacités économiques	37
 CONCLUSION	 40
 ANNEXES	
Annexe 1 : L'Afghanistan – Carte physique	41
Annexe 2 : L'Afghanistan – Etat tampon	42
Annexe 3 : Une mosaïque ethnique	43
Annexe 4 : Vexillologie	44
Annexe 5 : L'Afghanistan vu par Engels	45
 BIBLIOGRAPHIE	 51